

2021

RAPPORT ANNUEL 2021
CA Indosuez Wealth (Europe)

Architects of Wealth

*Depuis plus de 145 ans,
l'histoire de notre
Maison s'est bâtie en
résonance avec celle
des entrepreneurs et
des familles que
nous avons conseillés
partout dans le monde.
Aujourd'hui,
nous accompagnons
nos clients,
contribuant à leurs
côtés à construire,
gérer, protéger et
transmettre
leur patrimoine.*

SOMMAIRE

Rapport annuel 2021

	01		03
5	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		27 RAPPORT D'ACTIVITÉ CA INDOSUEZ WEALTH (EUROPE)
	02		
9	INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT		29 Organes de la Banque
10	Carte d'identité : notre réseau et nos chiffres clés		31 Rapport d'activité de CA Indosuez Wealth (Europe)
12	Le Comité de Direction Générale		34 Les évolutions du bilan
13	Les récompenses		35 Informations sur les risques
15	Message de la Direction Générale du groupe Indosuez Wealth Management		37 Les Ressources Humaines
16	Projet Client		38 Rapport Social - informations non financières et informations relatives à la diversité
18	Projet Sociétal		39 Chiffres clés
20	Projet Humain		40 Rapport du réviseur d'entreprises agréé
22	Transformation digitale		
24	Analyse macroéconomique		04
			47 COMPTES ANNUELS CA INDOSUEZ WEALTH (EUROPE)
			49 Bilan au 31 décembre 2021
			51 Hors-bilan au 31 décembre 2021
			52 Compte de profits et pertes
			54 Annexe au 31 décembre 2021
			79 Nos implantations actives



01

Groupe Crédit Agricole

LE GROUPE

Crédit Agricole

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.

PUBLIC

- 29,3 %** INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS
- 7,3 %** ACTIONNAIRES INDIVIDUELS
- 5,1 %** SALARIÉS VIA L'ÉPARGNE SALARIALE
- 2,8 %⁽¹⁾** AUTOCONTRÔLE

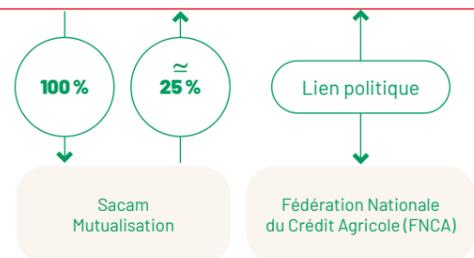
DÉTENANT
44,5 %

CAISSES RÉGIONALES

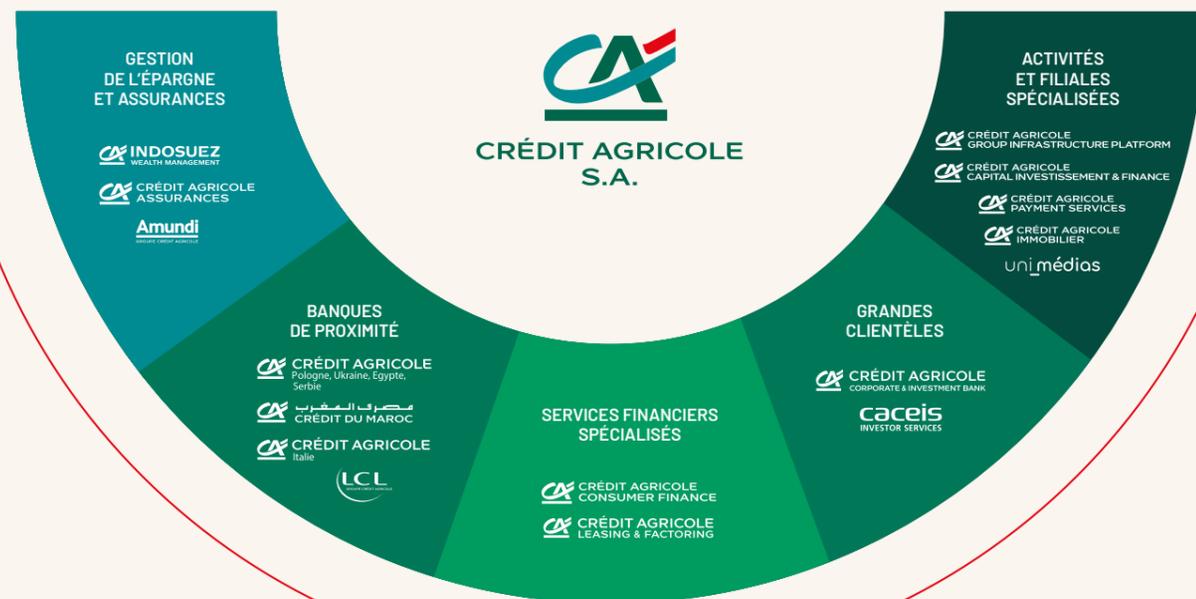
11,2M
DE SOCIÉTAIRES
détenant les parts sociétales des

2 406
CAISSES LOCALES

39
CAISSES RÉGIONALES
détenant ensemble la majorité
du capital de CRÉDIT AGRICOLE S.A.
via la SAS Rue la Boétie⁽²⁾



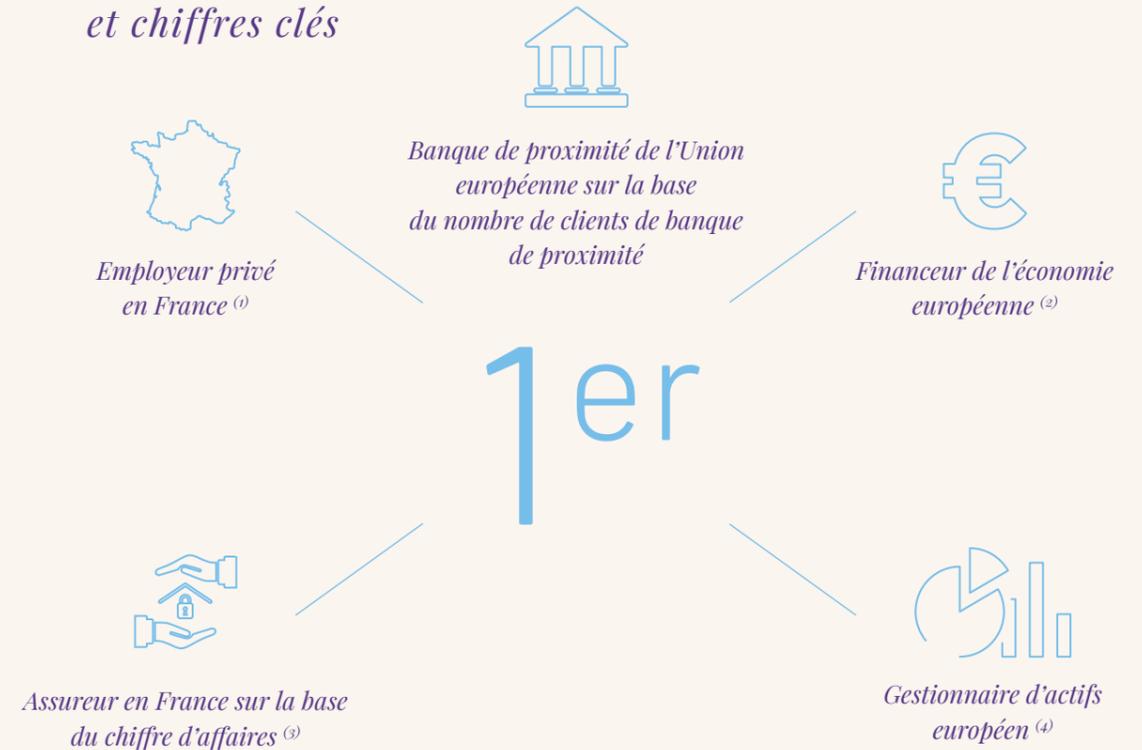
DÉTENANT
55,5 %



(1) Autocontrôle intégrant les rachats d'actions de 2021 qui seront annulés en 2022. Après annulation de 87 673 241 actions, l'autocontrôle sera non significatif et la détention de SAS Rue de la Boétie remontera à environ 57 %.
(2) La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de SACAM Mutualisation.

GRAND ANGLE

CLASSEMENTS et chiffres clés



53 millions
de clients

10^e
par la taille
de son bilan⁽⁵⁾

47
pays

9 500
agences
dont 7 400 en France
(Caisses régionales et LCL)

(1) Source : Challenge 2021, périmètre groupe Crédit Agricole.
(2) Source interne : ECO 31 décembre 2021.
(3) Source : L'Argus de l'assurance 2021.
(4) Source : IPE "Top 500 Asset Managers" juin 2021.
(5) Source : The Banker 2021.



02

Indosuez Wealth Management

CARTE d'identité

- 1858** Naissance de la Compagnie du Canal de Suez
- 1875** Naissance de la Banque de l'Indochine
- 1876** Ouverture de notre première implantation de banque privée en Suisse (Crédit Lyonnais)
- 1920** Premières racines luxembourgeoises (Naissance de la Luxembourgeoise)
- 1922** Naissance du Crédit Foncier Monaco
- 1975** Création de la Banque Indosuez en France issue de la fusion entre la Banque de l'Indochine et la Banque de Suez et de l'Union des Mines
- 1996** La Banque Indosuez rejoint le groupe Crédit Agricole
- 2016** Adoption de la marque unique : Indosuez Wealth Management
- 2017** Acquisition des activités de banque privée de CIC à Hong Kong SAR et Singapour
- 2018** Crédit Agricole Private Banking Services devient Azqore et s'allie à Capgemini pour devenir une nouvelle référence mondiale des services d'externalisation de l'informatique et des opérations bancaires
- 2019** Finalisation du rapprochement entre Banca Leonardo et Indosuez Wealth Management et adoption d'une marque unique : Indosuez Wealth Management
- 2021** La Banque Privée Internationale de Société Générale choisit Azqore pour son offre de gestion des systèmes d'information et des opérations de back-office
- 2021** Indosuez Wealth Management simplifie son organisation et rapproche ses entités en France : naissance de CA Indosuez

Indosuez Wealth Management est la marque mondiale de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, 10^{ème} banque au monde par la taille de son bilan*. Façonné par plus de 145 ans d'expérience dans l'accompagnement de familles et d'entrepreneurs du monde entier, Indosuez Wealth Management propose une approche sur mesure permettant à chacun de ses clients de préserver et développer son patrimoine au plus près de ses aspirations. Dotées d'une vision globale, ses équipes pluridisciplinaires leur proposent des solutions adaptées et pérennes, en conjuguant excellence, expérience et expertises. Elles renforcent également leur proposition de valeur en faveur d'un développement plus durable et d'une économie plus responsable en coopération avec d'autres entités du Groupe.

*(The Banker - 2021).

Distingué pour sa dimension à la fois humaine et résolument internationale, Indosuez Wealth Management rassemble près de 3 000 COLLABORATEURS dans 10 TERRITOIRES à travers le monde



EUROPE
Belgique · Espagne · France · Italie
Luxembourg · Monaco · Suisse

MOYEN-ORIENT
Émirats arabes unis



ASIE PACIFIQUE
Hong Kong SAR
Singapour
Nouvelle-Calédonie

ACTIFS CONFIÉS (Mds €)



PNB (M €)

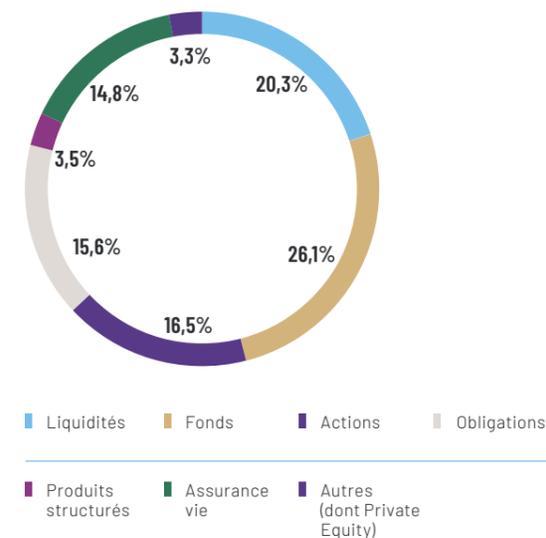


RÉSULTATS 2021 Avec le niveau historique de 135 milliards d'euros d'actifs sous gestion (au 31/12/2021), Indosuez Wealth Management figure parmi les leaders mondiaux de la gestion de fortune. La hausse significative traduit une bonne dynamique commerciale sur fond de marchés financiers très porteurs. La proposition de valeur d'Indosuez s'est renforcée notamment sur les segments du crédit, des actifs réels et de l'offre responsable et a séduit un nombre croissant de nouveaux clients.

Le PNB a fortement progressé à 841,3 M€ bénéficiant de la dynamique commerciale soutenue, de la qualité de la gestion d'actifs et de la bonne orientation des marchés. Il est à noter la progression significative des revenus de crédit inhérents à la croissance des financements. Sur l'ensemble de l'année, le résultat net part du groupe sous-jacent atteint son niveau le plus haut depuis 2013 à 103,5 M€.

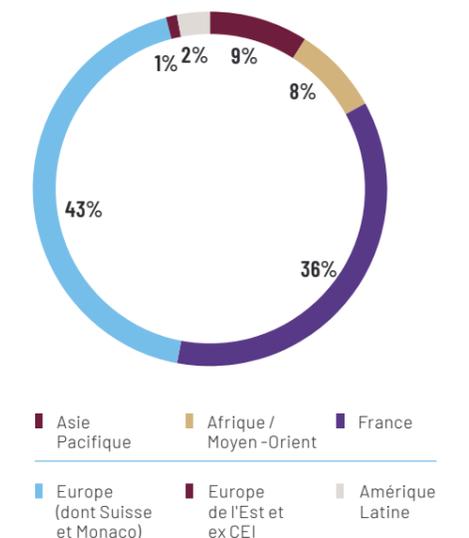
ALLOCATION D'ACTIFS

Une allocation d'actifs diversifiée, traduction de notre ambition de protéger et faire fructifier le patrimoine de nos clients.



VISION PAR GÉOGRAPHIES

Une bonne diversification des avoirs de nos clients alimentée par de multiples relais de croissance.



LE COMITÉ de Direction Générale



Olivier Chatain

Directeur Général,
CA Indosuez Wealth
(Europe)



Jacques Prost

Directeur Général
CA Indosuez



**Isabelle
Denoual Frizzole**

Directrice de la Conformité,
CA Indosuez



**Anne-Laure
Branellec**

Directrice
des Ressources Humaines,
CA Indosuez



**Jean-François
Deroche**

Directeur Général,
CA Indosuez
(Switzerland) SA



**Bastien
Charpentier**

Directeur Général Adjoint en
charge du fonctionnement,
CA Indosuez



**Jean-Christophe
Droguet***

Directeur de l'Audit Inspection,
CA Indosuez
*Invité permanent



Julie de La Palme

Directrice du
Marketing et
de la Communication,
CA Indosuez



Pascal Exertier

Directeur Général,
Azqore



Pierre Masclat

Directeur Général Adjoint
en charge
du développement commercial,
CA Indosuez



Mathieu Ferragut

Directeur Général,
CFM Indosuez Wealth



Olivier Przydrozny

Directeur de l'Organisation et
des Systèmes d'information,
CA Indosuez



Romain Jérôme

Chief Digital Officer,
CA Indosuez



Guillaume Rimaud

Directeur Général
Business Unit France,
CA Indosuez



Andras Takacs

Directeur Risques et
Contrôle Permanent,
CA Indosuez



Henri Tran

Directeur Finance &
Stratégie, Secrétariat
Général & Juridique,
CA Indosuez



Marie Delesalle

Directrice
des Assistants Front-Office,
CA Indosuez

LES RÉCOMPENSES obtenues





MESSAGE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE *de CA Indosuez*



Pierre Fort

Président
CA Indosuez



Jacques Prost

Directeur Général
CA Indosuez

L'année 2021 aura été marquée par le rattrapage économique, l'expansion des politiques monétaires et l'orientation favorable des marchés financiers mais elle aura également été contrariée par l'accélération de l'inflation et la montée des incertitudes géopolitiques.

Dans ce contexte toujours perturbé par la crise sanitaire, nous retiendrons à l'échelle d'Indosuez une alchimie vertueuse formée de résilience et de changements.

En effet, notre Maison a su consolider ses fondamentaux, prouver son utilité auprès de ses clients et de la société, et réaliser de solides performances tout en poursuivant sa trajectoire de transformation.

En dépit des exigences de notre environnement, le talent, les expertises et l'engagement de nos collaborateurs mais aussi leur capacité à bâtir en commun se sont une nouvelle fois révélés dans les nombreux chantiers structurants qui composent notre projet d'entreprise.

Sur le **Projet Client**, l'enrichissement très significatif de notre proposition de valeur, notamment en collaboration avec les autres entités du groupe Crédit Agricole a porté ses fruits. Notre très bon niveau de collecte qui s'établit à plus du double de celui de l'an passé, comme la grande satisfaction de nos clients affirmée dans l'enquête d'engagement et de recommandation (IRC) menée pour la première fois dans toutes nos géographies en sont des illustrations. Le partenariat technologique signé avec la Banque Privée Internationale de Société Générale constitue aussi une nouvelle étape majeure pour Azqore et renforce sa position de plate-forme IT / Back Office de référence dans le secteur des banques privées.

Sur le **Projet Humain**, les plans d'actions volontaristes en faveur de la mixité, du développement personnel ou encore de la culture du feedback ont été déployés avec le soutien des collaborateurs qui ont été nombreux à témoigner de leur satisfaction. Sur ces sujets, la crise sanitaire aura également été un véritable catalyseur des transformations opérées.

Le **Projet Sociétal** exprime aujourd'hui les preuves de l'engagement et des convictions d'Indosuez en faveur d'un environnement plus durable et d'une économie plus responsable et inclusive. En témoignent, par exemple, le triplement de la collecte réalisée sur notre offre responsable et la transparence offerte à nos clients qui bénéficient désormais de la notation ESG de leur portefeuille, élaborée par Amundi.

Au-delà de ces exemples de progrès réalisés sur les 3 composantes du projet Groupe, notre transformation se concrétise également du point de vue de la digitalisation de notre offre et de nos process, mais aussi du renforcement de notre efficacité opérationnelle. Si ces changements ont contribué à notre résilience, ils nous permettent également de bénéficier d'un socle de croissance plus durable pour relever les défis de notre secteur.

L'année 2022 s'ouvre dans un contexte inédit source d'incertitudes multiples. Plus que jamais les équipiers d'Indosuez resteront mobilisés et conjugueront leurs expertises pour les analyser, adapter leurs conseils et accompagner quotidiennement tous nos clients. Pour toujours mieux les servir tout en relevant les défis de notre environnement, nous ouvrirons aussi les pages d'un nouveau projet d'entreprise, nourris de leur confiance, de celle de nos partenaires et de notre actionnaire mais aussi de notre esprit d'innovation.

PROJET CLIENT

Accompagner nos clients selon une approche holistique et créative

« Expertises • Qualité
Innovation • International »

DANS UN CONTEXTE SANITAIRE COMPLEXE CONJUGUÉ À DES MARCHÉS PORTEURS, COMMENT ANALYSEZ-VOUS LA DYNAMIQUE COMMERCIALE DE 2021 ?

Le secteur de la gestion de fortune dans son ensemble a connu une activité très dynamique tirée notamment par des marchés financiers bien orientés, une politique monétaire restée très accommodante et un millésime historique pour les fusions-acquisitions dans le monde. Le bilan que nous établissons chez Indosuez est également très positif avec notamment un doublement de la collecte nette. Il témoigne entre autres de la qualité de notre offre et de celle de nos gestions mais aussi de la pertinence de notre approche à la fois holistique et créative. Cette proposition de valeur a d'ailleurs été plébiscitée dans le cadre de l'enquête clients que nous avons menée pour la première fois à l'échelle internationale ; elle est aussi reconnue par nos pairs à travers les récompenses que nous avons obtenues en Europe et en Asie.

L'an passé, la marque Indosuez a séduit un nombre croissant de familles et d'entrepreneurs qui nous ont rejoints et confié, pour certains d'entre eux, des montants d'actifs très conséquents. Pour mieux servir ces derniers et répondre à leurs attentes nous avons d'ailleurs renforcé les équipes dédiées au segment dit UHNWI et travaillé davantage avec les autres métiers spécialisés du groupe Crédit Agricole.

VOUS ÉVOQUEZ LE SUCCÈS DE VOTRE OFFRE, EN QUOI EST-ELLE DIFFÉRENCIANTE ?

Notre modèle repose sur la conjugaison singulière de l'expérience et de l'expertise de près de 500 collaborateurs dédiés à l'offre. Jour après jour nous nous attachons à répondre aux attentes de nos clients dont la sophistication et la diversification sont croissantes, en liens étroits avec l'évolution de leur profil et la trajectoire du monde qui nous entoure.

De plus en plus internationaux, appétents aux nouvelles technologies, autonomes, philanthropes, issus des nextgen..., ils expriment des besoins différenciés que nos équipes anticipent et satisfont.

En outre, notre environnement que certains qualifient de monde VUCA - pour Volatility, Uncertainty, Complexity et Ambiguity - nous invite à servir de boussole pour nos clients et à relever



Pierre Masclet

Directeur Général Adjoint
en charge du développement
commercial,
CA Indosuez

des défis majeurs. Parmi ces derniers, je citerais la digitalisation, l'élaboration de solutions d'investissement attractives dans un contexte de taux durablement bas, l'intégration de la révolution des megatrends (Economie circulaire, 5G, intelligence artificielle, robotisation...) dans nos choix de gestion ou encore l'action en faveur d'un environnement plus durable et d'une économie plus responsable et inclusive...

Nos offres enregistrent un succès croissant parce que nous travaillons pour qu'elles intègrent toutes ces composantes. C'est ainsi que, forts du savoir-faire et du talent de nos experts, nous avons pour ambition d'améliorer en continu notre proposition de valeur.

Par exemple, pour nos clients qui préfèrent déléguer la gestion de tout ou partie de leur patrimoine, nous avons transformé notre dispositif de gestion sous mandat qui s'inscrit dans une culture centrée sur la performance, le service au client et l'investissement à long terme. Nous avons notamment ouvert davantage nos mandats aux experts du Groupe et adopté une gestion plus active et de nouvelles orientations notamment axées sur l'Environnement et le Social ou encore les grandes tendances séculaires. En fonction des géographies, nous leur proposons également des mandats Produits Structurés ou encore des mandats de Private Equity.

Pour les clients les plus aguerris souvent à la recherche de solutions à la frontière des services de banque d'investissement, nous proposons des solutions de marchés grâce à nos experts Capital Markets Solutions. Je pense notamment à des produits dérivés de gré à gré (OTC, over the counter) réservés aux « investisseurs professionnels » au sens réglementaire du terme, à des produits structurés complexes ou encore à des opportunités saisies sur les marchés des changes et des matières premières.

Pour un grand nombre de clients qui souhaitent diversifier leur patrimoine en faveur des actifs réels, nous avons encore renforcé nos offres de Private Equity et immobilière.

Ainsi, depuis 2020, Indosuez offre à ses clients des opportunités concrètes de soutenir des entreprises prometteuses et figure parmi les 100 premiers investisseurs mondiaux de Private Equity selon le classement annuel de Private Equity International. Nous avons d'ailleurs reçu plusieurs récompenses ces dernières années, notamment en Asie.

Ce ne sont là que des illustrations qui complètent naturellement un accompagnement juridique et fiscal personnalisé, très pointu et, le cas échéant à l'échelle internationale.

L'INGÉNIERIE PATRIMONIALE RESTE-T-ELLE AU CŒUR DE L'OFFRE D'UNE BANQUE DE GESTION DE FORTUNE ?

Une approche globale et holistique intègre inéluctablement la structuration patrimoniale. Chez Indosuez, les composantes de la valeur ajoutée que nous délivrons à nos clients dépendent de leur profil, de leurs attentes, de leur diversification patrimoniale et naturellement du cycle économique et de la situation des marchés financiers. Elles sont par conséquent, évolutives. Par exemple en 2021, dans le contexte pandémique et de quête de sens plus prégnante de nos clients, nous avons noté une forte progression de la demande d'investissement dans les actifs réels, notamment l'immobilier et le Private Equity.

Dans tous les cas, le bon équilibre d'un patrimoine requiert une structuration précise établie avec un conseil averti compte tenu notamment de l'inflation réglementaire de ces dernières années. Nous considérons qu'il est de notre devoir de banquier privé de contribuer à préserver le patrimoine de nos clients et de les accompagner dans son architecture. Aussi, logiquement, nous observons un nombre croissant de rendez-vous clients effectués chaque année par nos experts de l'ingénierie patrimoniale.

COMMENT QUALIFIER VOTRE OFFRE DE FINANCEMENT ?

Nous disposons d'une offre de financement complexe attractive grâce à la puissance du Groupe et une organisation agile nous permettant de répondre aux attentes les plus sophistiquées avec réactivité.

Aussi, nous constatons une tendance à la hausse des encours de crédit, notamment en raison de nouvelles opérations réalisées sur le segment des très grands clients.

POUVEZ-VOUS REVENIR SUR VOTRE APPROCHE DÉDIÉE À LA CLIENTÈLE LA PLUS FORTUNÉE ?

Nous avons décidé d'associer nos expertises à celles de Crédit Agricole CIB et avons créé en commun Private Investment Banking (PIB), une équipe destinée à accompagner les grandes fortunes et holdings familiales à l'échelle mondiale.

L'objectif est de mieux comprendre les besoins des décisionnaires et des membres de ces familles au travers d'une approche commerciale conjointe et de leur fournir une offre complète. PIB a la possibilité de mobiliser en un temps record tous les spécialistes du Groupe susceptibles de répondre à une problématique particulière de grande envergure. Parvenir par exemple à réunir les équipes de financement d'Indosuez, de M&A et coverage de Crédit Agricole CIB en moins de 24h est véritablement différenciant. Par ailleurs, être en capacité de répondre à tout moment à ce segment de clientèle c'est aussi être en capacité d'exploiter les synergies avec les autres entités du Groupe, d'innover et de garantir une qualité irréprochable. En cela, notre approche dédiée à la clientèle fortunée nourrit notre offre standard, contribue à notre compétitivité et à notre image sur le marché.

QUELQUES MOTS SUR 2022 ?

L'année 2022 devrait être marquée par un contexte de marché volatil sur fond de tensions géopolitiques et inflationnistes. Notre proactivité à informer nos clients, à décrypter les tendances et à leur apporter des solutions innovantes répondant à ces enjeux sera clé. A cet effet, nous renforçons actuellement nos capacités de marketing et de diffusion de nos offres. En parallèle, nous accélérons l'exploration de nouveaux territoires qui nous permettront dans les prochains mois d'élargir notre proposition de valeur ; par exemple le renforcement de notre offre immobilière et de Private Equity. Enfin, le déploiement de nouveaux outils digitaux sera l'occasion de renforcer l'expérience client.

PROJET SOCIÉTAL

Agir en faveur d'une économie plus responsable et inclusive

« Engagement • Utilité • Impact »

EN 2021, LA CRISE DE LA COVID-19 PUIS LA COP 26 DE GLASGOW SEMBLERENT AVOIR EU POUR EFFET DE RENFORCER LA PRISE DE CONSCIENCE COLLECTIVE DE L'URGENCE CLIMATIQUE QUE LES INVESTISSEURS TRADUISENT DÉSORMAIS DANS LEURS CHOIX DE PLACEMENT. ÉTABLISSEZ-VOUS ÉGALEMENT CE CONSTAT EN 2021 ?

La seule observation de la progression des encours sur nos offres responsables traduit non seulement leur qualité et leur performance mais également l'engouement de nos clients.

Ils sont en quête de sens pour leurs investissements et ils savent combien les acteurs financiers sont des vecteurs indispensables pour orienter les flux vers les projets à forts impacts environnemental et sociétal.

C'est d'ailleurs parce qu'ils sont convaincus du rôle qu'ils ont à tenir que la plupart des grands établissements financiers ont défini une stratégie visant à agir pour le climat et la transition vers une économie bas carbone. Précisons aussi que l'écosystème se structure autour d'un cadre réglementaire de plus en plus précis qu'il s'agisse de la taxonomie européenne, de SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation)...

POUVEZ-VOUS NOUS RAPPELER LA POSITION D'INDOSUEZ SUR CE SUJET PRÉCIS ?

Indosuez s'inscrit dans le cadre de la politique poursuivie par le Crédit Agricole qui, pionnier à bien des égards, prouve depuis plus de 20 ans son implication à travers ses différents engagements (signataire du Pacte Mondial des Nations Unies depuis 2003 et des Principes pour l'investissements Responsable depuis 2006, Membre fondateur des Green Bonds Principles depuis 2014, pionnier de la finance climat depuis plus de 10 ans).

Fin 2021, le Groupe a précisé son projet sociétal autour de 3 priorités déclinées en 10 engagements : agir pour le climat et la transition vers une économie bas carbone, renforcer la cohésion et l'inclusion sociale et enfin réussir les transitions agricole et agro-alimentaire.

Indosuez honore l'objectif inscrit dans son projet d'entreprise de construire une offre complète et innovante en faveur d'un développement plus durable. A cet effet, une ligne mondiale



Virginie Bourgeois

Responsable
Développement Durable
et Projet Sociétal,
CA Indosuez

a été créée en 2019 pour renforcer la dimension offre de notre Projet Sociétal et soutenir les actions solidaires concrètes, souvent portées par des collaborateurs volontaires dans le cadre de missions spécifiques ou par le biais de nos fondations en France et en Suisse.

En complément, nous avons décidé l'an passé d'allouer une part de nos commissions de surperformance à des initiatives solidaires.

QUE DIRE DE LA FINANCE RESPONSABLE CHEZ INDOSUEZ AUJOURD'HUI ?

Après le lancement en novembre 2019 du fonds actions internationales Indosuez Objectif Terre (classé article 9 selon la réglementation SFDR) qui permet d'investir dans des titres de sociétés participant à la lutte contre le réchauffement climatique et à la préservation des ressources naturelles, nous avons poursuivi le déploiement de notre offre responsable, conformément à nos ambitions.

Les critères ESG sont désormais intégrés dans nos différents modes d'accompagnement (Advisory / Gestion sous mandat), nos processus d'élaboration et de sélection de produits financiers (titres vifs, fonds d'investissement, produits structurés, Private Equity), nos gestions mais aussi notre politique d'octroi de crédit. Nous sommes naturellement très attentifs à la notation de nos fonds selon la nomenclature de la réglementation SFDR. Aujourd'hui 2/3 des fonds gérés par nos sociétés de gestion sont classés 8 ou 9.

Notre gamme de produits structurés s'est également enrichie de nombreux produits "verts" principalement émis par Crédit Agricole CIB et d'un mandat Produits Structurés verts. Par exemple, CFM Indosuez Wealth Management, en collaboration avec Crédit Agricole CIB, ont inauguré au cours de l'été 2021 une offre de finance solidaire innovante, CFM Indosuez Océano. Plébiscitée par 81 clients, elle a été assortie d'un don en faveur de l'Institut océanographique de Monaco, un acteur essentiel de la protection des océans, partenaire de la banque.

Enfin, des critères ESG ont été intégrés dans la sélection des gérants de fonds de Private Equity et sont désormais utilisés dans les processus de gestion.

Depuis fin 2021, les relevés de portefeuilles périodiques communiqués à nos clients sont complétés de notes ESG établies par Amundi pour tous les titres vifs actions et obligations de son univers d'investissement. Elles seront progressivement étendues aux autres classes d'actifs.

Je tiens à souligner que la qualité de notre offre a d'ores et déjà été récompensée lors de l'édition 2021 des WealthBriefing Asia Greater China Awards et a notamment reçu les prix de la meilleure banque pour son offre ESG et meilleure banque pour les investissements durables et responsables.

Si notre offre et notre stratégie en matière de RSE sont reconnues par nos pairs, elles sont également mieux appréhendées par nos clients grâce aux actions et aux supports de communication que nous avons déployés. Une webconférence exclusivement dédiée leur a par exemple été proposée, des documents pédagogiques sont à leur disposition et nos experts traitent régulièrement du sujet dans nos publications.

VOUS ÉVOQUEZ ÉGALEMENT LES INITIATIVES SOLIDAIRES PORTÉES PAR LES COLLABORATEURS ?

Les collaborateurs d'Indosuez sont animés d'un véritable esprit de responsabilité et de solidarité dans le but de promouvoir le développement économique, social, environnemental et culturel de leur territoire d'implantation.

Pour ce faire, ils bénéficient d'une organisation robuste dans laquelle s'exprime leur solidarité qu'il s'agisse du mécénat de compétences ou encore des Fondations Indosuez en France et en Suisse.

Je rappellerais brièvement que depuis plus de 10 ans la Fondation Indosuez en France, sous l'égide de la Fondation de France, soutient des projets associatifs concrets en faveur des personnes fragilisées. Près de 80 associations dont une quinzaine de startups à impact social ont ainsi bénéficié du mécénat de compétences et du don de temps professionnel de près de la moitié des collaborateurs en France. En Suisse, la Fondation Indosuez a financé, depuis 2012, 30 projets environnementaux à fort impact économique et social en faveur de communautés vulnérables en Suisse et dans le monde. Ils visent à accompagner des communautés locales au travers de projets, favorisant notamment la transmission de savoirs, l'émancipation des jeunes

et la préservation des patrimoines naturels. Avec son programme de volontariat d'entreprise au niveau national (Citizen Days), elle offre chaque année aux collaborateurs du groupe Indosuez en Suisse (Indosuez et Azqore) la possibilité de valoriser leurs compétences pluridisciplinaires.

EN QUOI L'ENGAGEMENT DES COLLABORATEURS D'INDOSUEZ CONTRIBUE-T-IL À L'EXPÉRIENCE QUE VOUS OFFREZ À VOS CLIENTS ?

Derrière le bénévolat et l'engagement de nos collaborateurs, l'utilité d'Indosuez et notamment l'utilité de ses Fondations est désormais reconnue sur le marché et par nos clients. Elle nous offre ainsi une véritable légitimité en matière de philanthropie, notamment auprès de ces derniers. C'est un savoir-faire très complémentaire que nous développons afin de pouvoir accompagner ceux qui cherchent à renforcer leur impact sociétal. Notre expérience et nos expertises nous permettent aujourd'hui de les conseiller dans la réalisation de leur projet philanthropique, de la réflexion sur le choix du véhicule à sa gestion pratique.

QUELQUES MOTS SUR 2022 ?

En 2022, nous poursuivrons le déploiement de notre offre responsable et de la notation ESG sur l'ensemble des classes d'actifs de notre univers d'investissement.

Nous systématiserons encore davantage la prise en compte des critères extra-financiers dans nos process et nos stratégies d'investissement. Dans le sillage des engagements pris par le Groupe, dans toutes nos entités, l'ensemble des collaborateurs seront mobilisés pour renforcer notre utilité en faveur de nos clients mais aussi pour la société, participant ainsi à une transition plus juste. La composante sociétale de notre prochain projet d'entreprise sera sans aucun doute aussi transformante qu'enthousiasmante.

PROJET HUMAIN

*Développer les talents
de nos collaborateurs
au service de nos clients*

« Responsabilité •
Développement • Diversité »



**Anne-Laure
Branellec**

Directrice des
Ressources Humaines,
CA Indosuez

LA CRISE SANITAIRE AURA PARTICULIÈREMENT ÉPROUVÉ LES ORGANISATIONS, COMMENT L'AVEZ-VOUS APPRÉHENDÉE EN 2021 ?

Notre unique objectif a toujours été de préserver la santé de nos collaborateurs tout en garantissant à nos clients la poursuite de notre activité et l'excellence de notre service. Nous y sommes parvenus grâce à la mobilisation remarquable des équipes, au déploiement et à l'adoption de nouveaux outils, à l'évolution de notre organisation du travail. Cela n'a été possible que grâce à un engagement à la fois individuel et collectif sans faille.

M'inspirant des 2 idéogrammes chinois qui représentent toute crise comme la conjonction de dangers et d'opportunités, je soulignerais également que la pandémie a aussi représenté un extraordinaire accélérateur de la transformation en cours qu'il s'agisse de notre capacité à prioriser l'essentiel, de nos modes de collaboration, de notre façon de manager et de motiver ou encore de mettre chacun en responsabilité. Le fonctionnement hybride entre travail sur site et à domicile est désormais ancré dans nos pratiques.

Nous avons aussi souhaité dédier un accueil particulier aux 470 collaborateurs qui nous ont rejoints au cours de ces 2 dernières années compliquées par la crise sanitaire : nous avons donc, pour la première fois de notre histoire, organisé une webconférence mondiale ponctuée d'interventions, de témoignages et d'illustrations. Cette vision à la fois panoramique et précise du groupe Indosuez et de sa culture d'entreprise portait l'ambition de renforcer les connaissances des nouveaux arrivants mais aussi leur sentiment d'appartenance et leur cohésion.

Face à l'incertitude de cette situation sanitaire inédite, les valeurs qui sont au cœur de notre Projet Humain ont été encore amplifiées car il a été indispensable d'endosser plus de responsabilités, d'agir avec discernement, sans jamais oublier l'intérêt de nos clients.

D'ailleurs, les très nombreux collaborateurs qui se sont exprimés lors de notre enquête annuelle d'engagement ont partagé leur satisfaction sur l'environnement de travail et les relations humaines de notre Groupe puisque nous avons atteint le niveau le plus élevé historiquement.

ON ASSOCIE GÉNÉRALEMENT TRANSFORMATION ET INNOVATION. QUELLE INNOVATION RETIENDRIEZ-VOUS EN 2021 ?

Je retiendrais pour 2021 le renforcement de la culture du feedback, indispensable à l'amélioration continue. Convaincus que le feedback est un outil de développement individuel et d'amélioration de la performance collective nous avons lancé une application dédiée accessible à chacun. Elle permet en l'espace de quelques minutes de demander et de recevoir un feedback de développement personnel. Elle contribue ainsi à transformer le business model au service de nos clients et à insuffler une nouvelle culture d'entreprise plus collaborative, favorisant la prise d'initiatives à tous niveaux.

INCONTESTABLEMENT, LE FEEDBACK CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT PERSONNEL, QU'EN EST-IL DE LA FORMATION SOUVENT ASSOCIÉE À L'ACCOMPAGNEMENT AU CHANGEMENT ?

Sur le sujet plus précis de la formation, un an après le lancement de notre Digital Academy, une bibliothèque de contenus et d'outils en ligne permettant à chacun de se développer à son rythme, les thématiques qui y sont abordées se sont très largement enrichies : langues, bureautique, nouvelles technologies, RSE et formations sur les compétences comportementales de la transformation.

Concernant le développement personnel, c'est un sujet désormais très prégnant pour les collaborateurs d'Indosuez. Depuis 2021, nous organisons régulièrement, par le biais d'une communication interne dédiée, des temps forts consacrés à des thématiques qui alternent développement personnel et enjeux stratégiques. Ainsi, ont par exemple été abordés la connaissance du Groupe, la culture Agile, les fondamentaux de la RSE, l'économie circulaire, le bien-être au travail, la diversité et l'inclusion, la transition managériale, l'importance du feedback, le dépassement de soi... Un grand nombre de ces thèmes peuvent être approfondis par les collaborateurs depuis la Digital Academy ou dans le cadre de programmes dédiés à l'image de la formation agile dispensée à 140 collaborateurs des métiers Organisation/MOA & Digital d'Indosuez et d'Azqore.

POUVEZ-VOUS REVENIR SUR VOS ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE MIXITÉ ET DE DIVERSITÉ ET LES PROGRÈS RÉALISÉS EN 2021 ?

La promotion de la diversité est inscrite au cœur du Projet Humain de notre projet d'entreprise. La promotion de la mixité est une priorité dans la durée. Nous avons notamment rappelé nos engagements au travers d'une charte de l'égalité des chances. Notre programme de mentorat par nos dirigeants a été renouvelé en 2022. Nous avons également déployé des formations dédiées aux collaboratrices en début de carrière ou encore renforcé les prises de paroles de femmes au travers, par exemple de portraits régulièrement diffusés en interne et en externe. A fin décembre 2021, nous comptons 31% de femmes dans les instances dirigeantes. La pertinence de cette stratégie volontariste en matière de mixité a été récompensée à 3 reprises en Europe et en Asie au cours de l'an passé.

Par ailleurs, dans un contexte particulièrement difficile pour les plus jeunes générations sans expérience professionnelle, nous avons souhaité faciliter l'accès au monde professionnel pour les jeunes diplômés et les étudiants. Ainsi, ce sont plus de 120 jeunes qui se sont immergés dans notre groupe au travers de stages, de contrats de professionnalisation ou de VIE.

QUELQUES MOTS SUR 2022 ?

Dans un monde complexe et empreint d'incertitudes, c'est la force de notre collectif qui nous permet de nous adapter, de nous transformer pour répondre au mieux aux attentes de nos clients. Nous continuerons à renforcer la puissance de ce collectif en veillant à l'enrichir grâce à la diversité des profils et des expériences des femmes et des hommes de notre Maison. Notre ambition est également de favoriser la mise en responsabilité individuelle au service de ce collectif. Comment ? En transformant notre culture managériale, en encourageant la prise d'initiatives et la transversalité et en permettant à chacun d'être acteur de sa carrière en se développant tant sur les compétences digitales que comportementales.

TRANSFORMATION DIGITALE

Transformer aujourd'hui et préparer le monde de demain

« Agilité • Innovation • Transformation »

LA CRISE SANITAIRE A ACCÉLÉRÉ LA DIGITALISATION DE LA RELATION BANCAIRE DANS UN CONTEXTE OÙ LES CLIENTS FORTUNÉS ASPIRENT À UNE HYPER PERSONNALISATION DU CONSEIL. SELON VOUS, DIGITAL ET HYPER PERSONNALISATION SONT-ILS ANTINOMIQUES ?

Au contraire ! La crise sanitaire a contribué à accélérer la dynamique de transformation digitale qui, chez Indosuez, se traduit aujourd'hui sur l'ensemble du parcours client et favorise la personnalisation du conseil et de l'offre. Il s'agit notamment de simplifier la relation que le client entretient avec la banque et de lever les contraintes administratives qui peuvent l'être.

Nous nous sommes fixés une ambition claire, proposer à nos clients « le digital réhaussé par l'humain ». Ainsi, digitaliser c'est offrir au client la possibilité d'une relation hybride avec sa banque, lui laisser le choix du moment et d'une expérience autonome, notamment en cas de « nomadisme ». Enfin, en permettant aux banquiers et aux experts de se consacrer à des tâches à plus forte valeur ajoutée, les outils nouvelle génération, comme l'utilisation de la RPA (Robotic Process Automation) ou de l'intelligence artificielle libèrent du temps pour le conseil.

Ce ne sont là que des exemples qui permettent d'inscrire la digitalisation au cœur du renforcement de la proposition de valeur et de la fluidification du parcours client qui sont de véritables enjeux pour la transformation de notre métier.

POUVEZ-VOUS NOUS DONNER DES EXEMPLES CONCRETS DES TRAVAUX QUE VOUS AVEZ MENÉS ET QUI PERMETTENT AUJOURD'HUI DE CONTRIBUER À L'EXPÉRIENCE DE VOS CLIENTS ET SANS DOUTE À LEUR SATISFACTION ?

En préambule, j'indiquerais que nous bénéficions de l'ouverture à des solutions externes de la plateforme bancaire propriétaire S2i d'Azqore, notre filiale spécialisée dans l'externalisation de systèmes d'information et dans le traitement d'opérations bancaires pour les acteurs de la gestion de fortune. Cela nous



Romain Jérôme

Chief Digital Officer,
CA Indosuez

permet, pour certains de nos projets, d'envisager des partenariats avec des fintechs spécialisées et de grand renom pour l'élaboration de solutions à très forte valeur ajoutée.

Parmi les réalisations récentes et différenciantes, je citerais la digitalisation du questionnaire client lors de l'entrée en relation mais aussi une plateforme de conseil sur les marchés financiers. Elle permettra prochainement à nos clients de consulter nos convictions, d'explorer notre univers d'investissement et de constituer une liste de valeurs préférées qui pourra être utilisée par leur Advisor.

Nous avons également lancé en 2021 l'application Startup Connections qui digitalise le processus de mise en relation de nos clients-investisseurs avec les startups du Village by CA en phase de levée de fonds. Tous ces outils sont déployés ou en cours de déploiement selon les géographies.

COMMENT ÊTES-VOUS ORGANISÉS CHEZ INDOSUEZ POUR MENER À BIEN CES PROJETS INNOVANTS ?

Indosuez est animé d'un véritable esprit d'innovation entretenu notamment par sa filière Innovation et Transformation Digitale aidée d'une communauté de Transformers. A la fois ambassadeurs et relais de la transformation culturelle, ces derniers ont pour mission d'accompagner leurs collègues « intrapreneurs » en les aidant à se familiariser avec les outils de l'innovation. Pour soutenir sa dynamique, Indosuez a ouvert en 2020, l'Innovation Lab un lieu de co-création destiné à accélérer sa transformation digitale en associant ses collaborateurs mais aussi ses clients. Ils y sont accueillis, par exemple, pour recueillir leurs avis et leurs préconisations sur nos prototypes ou l'évolution de nos outils. Ce fut le cas, en particulier lors de la refonte de l'E/M-Banking.

Pour acculturer l'ensemble des collaborateurs, des conférences Lunch&Learn consacrées à des thèmes connexes à l'innovation sont organisées dans toutes les entités d'Indosuez.

L'année 2021 a marqué un nouveau tournant culturel avec le lancement du premier challenge idéation qui a réuni 955 collaborateurs et permis l'émergence de 328 idées au service de l'expérience Client et Collaborateur. Les 5 idées lauréates ont été développées et d'autres le seront dans les prochains mois.

QUE POUVEZ-VOUS NOUS DIRE DE LA TRANSFORMATION EN COURS EN FAVEUR DES COLLABORATEURS ?

Simplifier, fluidifier, automatiser les processus qui peuvent l'être c'est certes améliorer notre efficacité opérationnelle, l'expérience des collaborateurs mais c'est aussi inéluctablement contribuer à la qualité de service offerte à nos clients.

Aussi, nous veillons à entretenir notre dynamique d'innovation sur des sujets multiples et à innover toutes les strates de notre organisation. A titre d'illustration nous avons utilisé l'intelligence artificielle et la génération de textes en langage naturel pour la rédaction de commentaires de gestion qualitatifs dans les reportings des mandats et des fonds. Nous avons aussi construit un Intranet des offres et produits, élaboré un outil permettant un accès simplifié et digitalisé aux règles cross border ou encore exploité les synergies avec les entités du Groupe dans le cadre de l'adoption de l'interface de gestion Alto. Cet outil de gestion des fonds d'investissement développé par Amundi offre un accès simple pour les gérants avec une vue à 360° sur les informations requises pour analyser, contrôler et piloter les portefeuilles afin de prendre les décisions d'investissement.

Ces initiatives dites « en cycle court » sont déployées à côté de projets de transformation stratégiques structurants tels que le CLM (outil de gestion du cycle de vie client) et sont généralement portées par des Product Owners qui ont pour mission de coordonner tous les acteurs nécessaires à la création de valeur de leur produit digital. Ils sont accompagnés d'une équipe produit (développeurs, designers, production, etc) et veillent à recueillir

l'appréciation des utilisateurs pour développer des fonctionnalités à plus forte valeur ajoutée. Leur fonctionnement adopte le plus souvent des méthodes agiles.

QUELQUES MOTS SUR 2022 ?

L'enjeu pour 2022 sera de renforcer l'appropriation des nouveaux outils par les clients, les banquiers et les experts pour des parcours sans couture. Nous capitaliserons aussi sur les expériences réussies pour poursuivre le développement des idées innovantes et notamment celles qui ont été partagées lors du challenge idéation. Et puis, nous remplirons notre mission première de servir tous nos clients et tous nos collaborateurs. Je pense notamment aux services que nous mettrons à la disposition de nos clients issus des Next Gen ou, du côté des collaborateurs, aux dispositifs que nous participerons à perfectionner pour accroître notre efficacité opérationnelle.

BILAN 2021 ET PERSPECTIVES 2022

des marchés financiers

Analyse macroéconomique

2021 aura été une année de reprise aussi spectaculaire que l'ampleur de la récession de l'année 2020. Derrière cet effet de miroir, pas de retour à la normale, mais une accélération des tendances déjà ancrées, des ruptures et des changements de modèle, nous permettant de préfigurer l'année 2022.

DEPUIS DEUX ANS, L'HISTOIRE SEMBLE S'ACCÉLÉRER À BIEN DES ÉGARDS

2020 nous avait donné à voir une récession record déclenchée en un mois, une réponse des banques centrales orchestrée en quelques jours, et des vaccins complexes déployés en quelques mois, avec en toile de fond une accélération de la disruption technologique et de l'urgence climatique.

2021 nous a aussi réservé plusieurs surprises. Entre un allongement des délais d'approvisionnement, des pénuries de matières premières, et une accélération des salaires aux États-Unis, l'inflation s'est invitée dans le paysage économique d'après confinement comme un paramètre moins temporaire qu'anticipé initialement par les banques centrales. Cette tendance inflationniste n'aura pas pesé sur l'évolution des marchés actions qui ont poursuivi leur trajectoire haussière, soutenus par des résultats en progression plus forte qu'attendue.

L'autre facteur perturbant de 2021 fut bien évidemment la Chine : tour de vis réglementaire et restructuration du secteur immobilier ont pesé sur le sentiment des investisseurs après l'euphorie du début d'année. Derrière ces deux phénomènes, quelques tendances structurelles ont conduit le gouvernement à agir et réagir : un investissement excessif dans l'immobilier, une démographie déclinante, des inégalités en hausse, un secteur techno-



Vincent Manuel

Chief Investment Officer
CA Indosuez

logique peu régulé, et des ménages accédant plus difficilement à l'éducation et à la santé. Il ne s'agit pas d'une remise en cause du modèle chinois, ni des forces séculaires de cette économie (classe moyenne en forte croissance et investissements records en R&D), mais bien d'une source d'incertitudes à surveiller.

Nul doute que les images spectaculaires du dérèglement climatique ont pu concourir à renforcer l'accélération des investissements dans la transition énergétique. Sur ce plan, la COP26 a pu décevoir certains, face au recul de plusieurs pays émergents dans leur engagement sur le carbone. Le retour des États-Unis au sein de l'accord sur le climat constitue toutefois un signe encourageant.

2022, LA NORMALISATION DE LA CROISSANCE DE NOS ÉCONOMIES DANS UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE TENDU

L'année 2022 devait d'abord se caractériser par une normalisation de la croissance de nos économies. C'est l'addition de plans de soutien significatifs, d'assouplissements des mesures mises en place pendant la pandémie et d'un stock d'épargne important qui devait soutenir la consommation et l'investissement dans les économies matures. La guerre en Ukraine, dont il est impossible de prévoir la durée, les risques d'extension et les scénarios de sortie, accroît le niveau d'incertitude avec des menaces de ralentissement plus élevé, notamment en Europe, et d'inflation plus importante en raison de la pression induite sur les prix des matières premières.

L'impact sur l'inflation de la montée en flèche des prix de l'énergie et des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement devrait progressivement s'atténuer,

mais l'inflation devrait se situer encore bien au-dessus de la cible des banques centrales en 2022. En particulier, la hausse des salaires aux États-Unis fait craindre une inflation plus durable et conduit la Fed à réagir.

Un cycle de hausse des taux s'engage cette année. La Fed et la BoE ont lancé le mouvement suivis partiellement par la BCE qui a avancé la fin de sa politique d'achat d'actifs afin de se laisser plus de marge de manœuvre pour augmenter les taux si besoin. La politique monétaire demeurera certes accommodante, avec des taux d'intérêt réels restant en territoire négatif, mais moins favorable qu'en 2020-2021, conduisant presque mécaniquement à un ajustement des valorisations des actifs. La vigueur du dollar en ce début d'année pourrait se dissiper progressivement à partir de mi 2022, à mesure que les marchés intégreront les hausses de taux. Dans cette normalisation à plusieurs vitesses où la BCE sera en retrait, il faudra peut-être modérer les anticipations de rebond fort de la monnaie.

Les pays émergents se préparent voire anticipent cette normalisation de la politique monétaire américaine. Certains ont déjà pris de l'avance, à l'instar de la Banque Centrale du Brésil et de celle de l'Afrique du Sud qui ont augmenté leurs taux sous pression d'une inflation qui accélère et d'une devise fragilisée, au risque de freiner leur croissance. Dans ce panorama monétaire, il y a une exception notable, la Chine qui baisse ses taux pour renforcer son soutien à l'économie, notamment face à la crise dans le secteur de l'immobilier et à la menace de reprise de l'épidémie.

Le principal risque de ce scénario de normalisation est une remontée trop brutale des taux longs qui aurait un impact négatif sur les marchés actions et sur

les primes de risque obligataires. Le début d'année a permis de matérialiser une partie de ce risque, avec un taux 10 ans américain qui a atteint 2%, conjointement avec une correction des valeurs de croissance et un écartement des spreads de crédit.

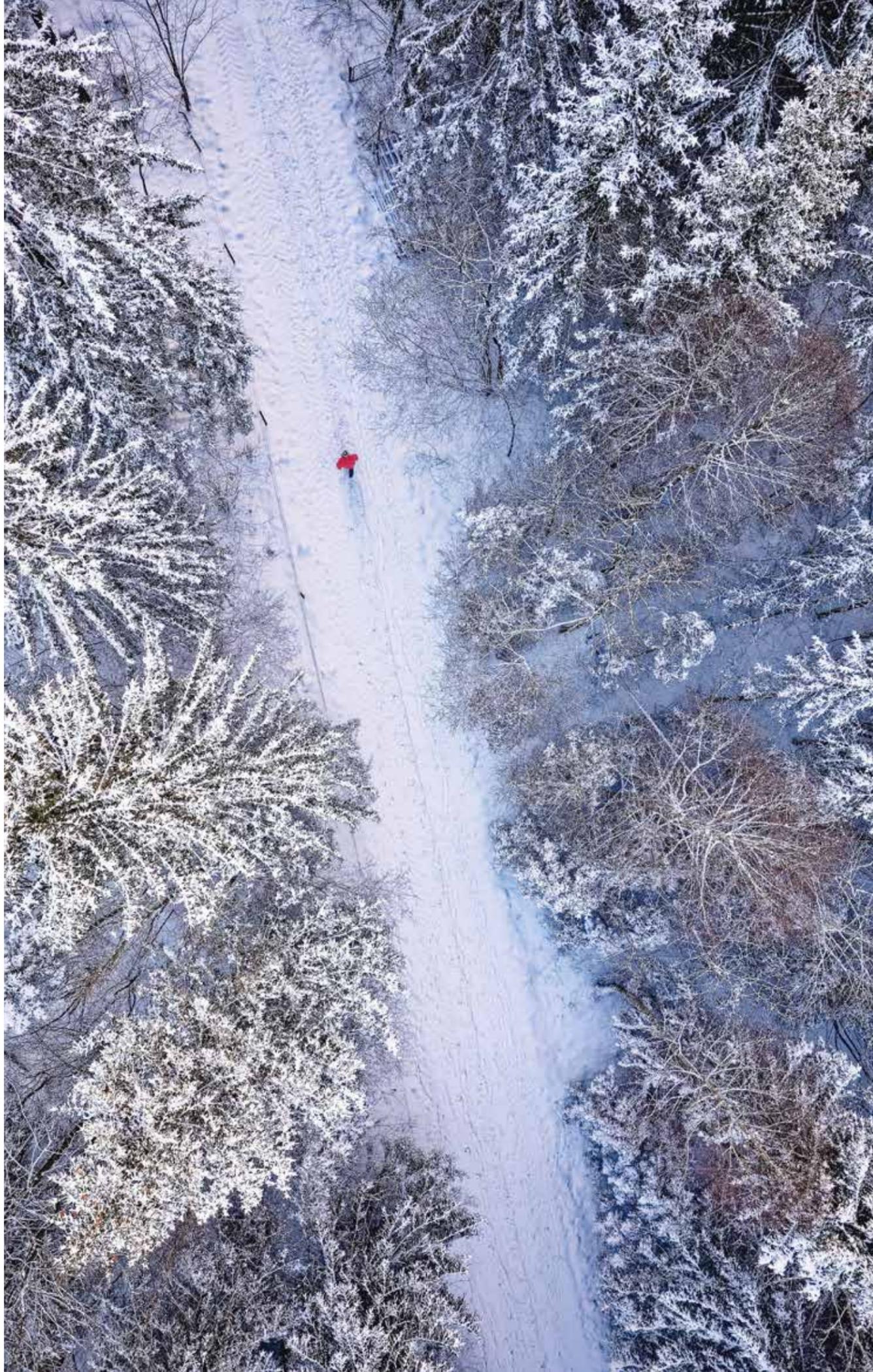
L'autre risque important qui se manifeste en ce début d'année 2022 reste bien évidemment la montée des tensions géopolitiques en Europe de l'est, conduisant à la fois à une récession en Europe et à un retour de la volatilité sur les pics de l'année 2021.

Du côté des entreprises, un retour à des niveaux de croissance des bénéfices plus normaux est à anticiper après le boom de 2021. La révision à la baisse des prévisions conduit mécaniquement à entrevoir une croissance des bénéfices beaucoup plus modérée. Par ailleurs, les tensions sur les matières premières accroissent la pression sur les marges. Par conséquent, nous pensons que le thème clé de 2022 sera la durabilité des marges bénéficiaires et la génération de flux de trésorerie.



03

*Rapport d'Activité
CA Indosuez Wealth (Europe)*



ORGANES DE LA BANQUE

AU 31.12.2021

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jacques PROST
Président

Olivier CHATAIN
Administrateur Délégué

Jean-François ABADIE
Administrateur

Gaétan DES RIEUX
Administrateur

Bastien CHARPENTIER
Administrateur

Paule CELLARD
Administrateur indépendant

Jean GUILL
Administrateur indépendant

COMITÉ DE DIRECTION

Olivier CHATAIN
Administrateur Délégué
Président du Comité exécutif

Pierre-Louis COLETTE
Directeur Général Adjoint

Eric POLGE
Directeur de la Clientèle

Philippe BOURIN
Secrétaire Général

Nicolas BAYET
Global Head of Investment Solutions

Sophie CHAMPENOIS
Global Head of Structuring & Financing

Cyrille NAHABEDIAN
Global Head of Capital Markets Solutions

Marie COGNET
Head of Communication

Didier RABEL
Head of Human Resources

Isabelle WATY
Chief Innovation Officer



RAPPORT D'ACTIVITÉ

CA Indosuez Wealth (Europe) 2021



Olivier Chatain

Directeur Général,
CA Indosuez Wealth (Europe)

CA Indosuez Wealth (Europe) a poursuivi durant cette année 2021 ses activités de wealth management au service de sa clientèle haut de gamme, tant au Luxembourg qu'au travers de ses succursales belge et espagnole, et sa filiale italienne devenue en décembre 2021 une succursale.

Cette année a été marquée par de nombreux succès commerciaux et par la poursuite du déploiement de notre offre de services à valeur ajoutée, dont des dossiers de financement complexes, prouvant notre capacité à accompagner de façon totalement sur mesure nos grands clients dans leurs projets.

Le média international Global Finance nous a décerné le prix « *Best Private Bank in Luxembourg* » récompensant ainsi nos équipes, notre offre au service de nos clients et la pertinence de notre projet d'entreprise Crescendo 2022. En 2021, nous avons d'ailleurs poursuivi son déploiement et avons progressé, au sein de chacune de nos implantations, sur chacun de ses six piliers.

LE PROJET CLIENT

En 2021, nous avons mené avec l'Institut CSA Research une enquête auprès de notre clientèle afin d'en mesurer sa satisfaction. L'indice de « recommandation client » obtenu a été positif, supérieur à la moyenne observée par cet institut. Les répondants ont salué la qualité et le professionnalisme de nos équipes tout en exprimant des attentes en matière de solutions digitales.

Concernant notre offre de services, nous avons poursuivi la transformation de nos actifs vers des mandats, accompagné le développement des fonds Indosuez et nous avons orienté les investissements de nos clients vers des solutions ESG. Nous avons effectué de belles opérations avec les équipes de CACIB et réalisé un important développement de notre portefeuille de crédit, avec des progressions significatives en particulier en Belgique, en Espagne et à Luxembourg.

Diverses innovations ont vu le jour, notamment en Espagne avec le remarquable succès commercial de MilePro, *Club deal* qui permet à nos clients espagnols d'investir dans des infrastructures logistiques à proximité des grandes villes du pays.

Enfin et concomitamment au redimensionnement des équipes locales qui concourt désormais à la réduction des charges, l'année a été marquée par le bon démarrage, en Italie, du projet Aliante pour le développement des synergies entre notre Maison et le Crédit Agricole Italia avec une collecte prometteuse. En s'appuyant sur le fort ancrage de Crédit Agricole Italia et sur la plateforme de produits et services internationaux d'Indosuez, ce projet affiche l'objectif de maximiser les synergies dans le Groupe en Italie et d'accélérer la conquête de la clientèle UHNWI.

LE PROJET SOCIÉTAL

Notre Banque a répondu à sa raison d'être, « être utile pour ses clients et pour la société », en déployant de nouvelles actions en 2021, en particulier, aux côtés d'associations luxembourgeoises. Un programme de mécénat de compétences construit avec Caritas a été proposé aux collaborateurs. Un événement « Citizen Day » en partenariat avec la Fondation Hëllef fir d'Natur leur a permis de s'engager pendant une journée en faveur de la biodiversité au Luxembourg. Nous nous sommes également associés à CACEIS pour installer des ruches dans nos jardins : les premiers pots de miel sont attendus en 2022.

Enfin, en décembre, les collaborateurs ont été conviés à participer à « L'euro solidaire » en acceptant un prélèvement tous les mois sur leur salaire d'un ou plusieurs euros en faveur de l'association Kriibskrank Kanner qui accompagne au quotidien les familles d'enfants atteints d'un cancer ou d'une maladie rare à danger vital. Être responsable, c'est aussi aider nos clients à construire un patrimoine durable. Nous avons poursuivi l'enrichissement tout au long de l'année de notre offre « verte » au travers de nos produits et services, dans nos gestions et au travers de produits structurés. Nos clients bénéficient également de notations ESG dans leurs relevés de portefeuille depuis fin décembre 2021 pour les actions et obligations.

LE PROJET HUMAIN

L'année 2021 a notamment été jalonnée par le démarrage du projet NEO qui a mené à l'ouverture, côté luxembourgeois, de deux nouveaux sites de bureaux aux frontières française et belge, à Esch-Belval et Windhof, ceci afin de répondre aux besoins exprimés par les collaborateurs de réduire leur temps de transport pour un meilleur équilibre vie privée / vie professionnelle. Avec la poursuite du télétravail et ces nouveaux sites, notre Maison fait place au travail en mode hybride dans la durée et accompagne les changements induits au travers d'un programme dédié d'accompagnement au changement.

Nous avons également répondu aux engagements forts du Groupe en faveur de la diversité en accueillant en particulier 3 femmes (30 %) au sein de notre comité exécutif.

Enfin, comme chaque année, nous avons renouvelé l'opération « Le mois de la santé » afin d'informer et de sensibiliser nos collaborateurs sur cette thématique.

ACCÉLÉRER NOTRE TRANSFORMATION DIGITALE

En 2021, nous avons poursuivi le déploiement de notre nouvel outil CLM (*Client Lifecycle Management*), projet dans lequel Indosuez Luxembourg est le site pilote pour le groupe Indosuez. L'expérience collaborateur / banquier s'est enrichie avec de nouveaux outils liés à nos expertises : MyAdvisory d'une part, vitrine de la vision des marchés d'Indosuez et des recommandations Maison, et MyDoc Base d'autre part, le nouvel intranet offres et produits du Groupe qui centralise l'ensemble des documents administratifs et commerciaux. Nos Investment Advisors ont pu également utiliser une nouvelle plateforme permettant de générer des propositions d'investissement sur mesure pour nos clients, pour plus d'efficacité et de qualité. Enfin, 2021 a été marquée par l'utilisation croissante par nos clients des outils digitaux mis à leur disposition : notre site e-banking et myIndosuez, notre application de banque en ligne, qui poursuivent leur développement.

RENFORCER L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

Sur le plan financier nous avons montré des performances significatives, en particulier à Luxembourg et en Belgique. L'année a été ponctuée par la transformation de notre filiale en Italie en succursale et par sa migration informatique sur notre système d'exploitation commun au Groupe, S2i. Ce projet mobilisant fortement nos équipes est une étape clé pour rendre notre dispositif en Italie plus efficient.

Par ailleurs, Indosuez Luxembourg a confirmé en 2021 son rôle de centre d'expertises de services pour l'ensemble du groupe Indosuez : citons par exemple l'intégration au sein de nos équipes Capital Markets Solutions de l'exécution, du Forex, des dérivés et de la trésorerie d'Indosuez France. Sans oublier la mise en place du programme dit « TLTRO » pour le compte des entités Indosuez hors Suisse et des succursales de CACIB en Europe.

CONFORTER NOTRE DISPOSITIF DE COMPLIANCE

Nous visons à encadrer et sécuriser toujours mieux notre dispositif de compliance. Ainsi, nous avons poursuivi avec rigueur le plan de mise à niveau des dossiers KYC de nos clients (ACDC2).

Nous avons déployé un projet BTCA Bloomberg à Luxembourg pour le traitement des alertes *Market Abuse*, outil destiné à être utilisé aux bénéfices de tout le groupe Indosuez.

L'année 2021 a donc été caractérisée par beaucoup de réalisations dans tous les domaines et dans nos quatre géographies. Même si la guerre qui vient d'éclater en Ukraine a immédiatement perturbé les marchés de capitaux, faisant peser sur 2022 un voile d'incertitude, le dynamisme de l'activité et l'engagement de nos équipes nous permettent d'envisager 2022 avec ambition et détermination, au service de nos clients européens.

LES ÉVOLUTIONS du bilan

Sur un total de bilan de 14,15 milliards d'euros au 31 décembre 2021, les dépôts de la clientèle représentent 7,35 milliards d'euros et le financement inter-bancaire atteint 6,22 milliards d'euros dont 4,99 milliards d'emprunt auprès de la BCL dans le cadre du TLTRO III.

Quant à l'actif du bilan, les créances sur les établissements de crédit sont, à fin décembre 2021, de 7 milliards d'euros (dont un impact dû au TLTRO de 5,01 milliards de *repurchase loans* envers CACIB dans le cadre du TLTRO) et les créances sur la clientèle ressortaient à 3,65 milliards d'euros.

Les fonds propres de la Banque au 31 décembre 2021 s'élevaient à 459 millions d'euros, résultat net de l'exercice inclus, contre 452 millions d'euros à fin 2020.

La banque n'a pas procédé à des rachats de ses propres actions. Elle n'a pas eu d'activité en matière de recherche et développement.

RENDEMENT DES ACTIFS

Au 31 décembre 2021, le rendement des actifs de CA Indosuez Wealth (Europe) s'élève à près de 0,04 %. Le rendement des fonds propres s'élève à 1,4% en 2021 contre - 3,2% en 2020.

L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Le bénéfice de l'exercice 2021 s'établit à 6.190.992 euros après impôts, face à une perte de 14.383.995 euros en 2020.

Ce résultat intègre une contribution positive de l'entité luxembourgeoise de 7.797.883 euros, une contribution négative de 3.748.854 euros de la succursale espagnole, une contribution positive de 3.028.561 euros de la succursale belge et une contribution négative de 886.598 euros de la nouvelle succursale italienne.

A noter que la banque a procédé, en décembre 2021, à la succursalisation de sa filiale CA Indosuez Wealth (Italy) S.p.A. Cette opération s'est traduite par une moins-value de 11.005.001 euros.

Le solde du report à nouveau ressortait à - 947.262 euros après affectation du résultat 2020. Les réserves relatives à l'impôt sur la fortune de l'exercice 2016 ont pu être libérées pour un montant de 3.600.000 euros. Le bénéfice disponible s'élève ainsi à 8.843.730 euros.

Il est proposé à l'Assemblée des actionnaires de doter la réserve légale de 309.550 euros, de procéder à la distribution d'un dividende de 5.000.000 euros et de reporter à nouveau 3.534.180 euros.



INFORMATIONS sur les risques

STRATÉGIE D'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

La politique de la Banque est de ne pas être exposée à des risques de marché.

Les positions en devises et taux d'intérêt font l'objet d'une couverture systématique auprès de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (CACIB), dans le cadre des limites de risque fixées par le Groupe. La Banque ne possède pas de portefeuille de négociation et est soumise au ratio de solvabilité simplifié en l'absence de risques de marché.

Au 31 décembre 2021, la Banque est engagée dans des opérations clientèle sur les instruments suivants : dérivés OTC (Forex, Equity, etc.) et dérivés listés (options, etc.) ; elle couvre systématiquement et en totalité ses opérations sur instruments dérivés, prioritairement auprès du Groupe, ainsi qu'auprès de contreparties financières de première catégorie, dans le cadre des dispositions EMIR.

La Banque n'est pas active sur les marchés des dérivés de crédit.

Les informations quantitatives sur les instruments financiers figurent dans la note 3 de l'annexe aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021.

POLITIQUE ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES RISQUES

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité de CA Indosuez Wealth (Europe) est régie par le corpus de normes de gestion et d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole. Ces normes sont complétées par des normes spécifiques à l'activité de CACIB.

Les objectifs principaux consistent à :

- veiller à la disponibilité du niveau adéquat de liquidité tant à court terme en situation de crise qu'à moyen terme, pour assurer la pérennité des activités commerciales ;
- sécuriser les marges commerciales du Groupe contre une variation des prix d'accès à la liquidité.

Le département de la gestion Actif-Passif a la responsabilité de la gestion du risque de liquidité sur la base des décisions de l'organe délibérant, le Conseil d'Administration de CA Indosuez Wealth (Europe) validant le dispositif d'encadrement et de gestion du risque de liquidité.

Le département de gestion Actif-Passif suit notamment l'évolution de la liquidité ainsi que le portefeuille de titres de haute qualité et liquidité (HQLA). La définition des grilles de facturation / rémunération interne est effectuée par le comité de Gestion Actifs / Passifs « Ressources Rares » de CACIB.

Enfin, la Direction des Risques de Marché (MCR) de CACIB valide les modèles et méthodologies des indicateurs de liquidité et participe à la définition des limites Court Terme. MCR produit quotidiennement des indicateurs de liquidité court terme (notamment les stress tests de liquidité) et suit la consommation de limites de liquidité à court terme avec la présence au Luxembourg d'une équipe spécialement dédiée à CA Indosuez Wealth (Europe).

En termes de ratios réglementaires au 31.12.2021 :

- Le LCR ("Liquidity Coverage Ratio") s'élève à 126 %.
- Le NSFR ("Net Stable Funding Ratio") s'élève à 141 %.

Ces ratios réglementaires sont complétés mensuellement par les ALMM (Additional Liquidity Monitoring Metrics), reportings réglementaires permettant aux autorités compétentes d'obtenir une vision compréhensible du profil de risque de liquidité de CA Indosuez Wealth (Europe).

Risque de contrepartie

L'intégralité de la trésorerie est placée dans le groupe CASA / CACIB, à l'exception de dépôts résiduels résultant du solde de ses flux commerciaux quotidiens auprès d'établissements de premier plan gérant ces flux. Capital Markets Solutions traite avec des contreparties financières de première catégorie, dans le respect des limites de contrepartie allouées par CACIB.

Risque d'intérêts

Les opérations de trésorerie sont gérées dans le respect des limites en risque de taux autorisés par CACIB. Des décalages sont gérés jusqu'à douze mois dans le strict respect de la limite « Value at Risk » fixée par notre maison-mère.

Risque de change

Les opérations de change sont effectuées pour le compte de la clientèle privée avec le groupe CACIB, dans le respect des limites autorisées.

Risque de crédit

Le crédit est un produit d'accompagnement permettant de fidéliser les liens avec les clients ou d'optimiser leurs actifs. Le crédit, notamment pour la très grande clientèle, est devenu une composante stratégique de l'offre, qui doit cependant concourir à la création d'une relation durable fondée sur la détention d'actifs. Ces activités de crédit s'inscrivent dans une stratégie des risques définie par Indosuez Wealth Management ou les lignes-métiers « Structured Finance Solutions » ou « Structured Finance » de CACIB.

Risques opérationnels et autres risques

Cette catégorie comprend tous les autres risques non cités ci-dessus. Le risque opérationnel est, quant à lui, géré quotidiennement par tous les employés traitant des opérations dans le cadre de procédures strictes. En cas d'incident, le département des contrôles permanents s'assure de la bonne fin des dossiers et des mesures correctrices mises en place. Les risques déontologiques ou de sécurité financière et les risques juridiques sont suivis respectivement par le département compliance et par le département juridique dans le cadre, entre autres, de comités spécifiques.

Par ailleurs, la Banque a développé un système visant à encadrer et décentraliser au niveau des responsables d'activité le contrôle direct du respect, au sein des équipes, des règles et procédures qui leur sont applicables en vue de garantir une maîtrise des risques. Ce dispositif est applicable à la totalité des départements de notre Banque ainsi que dans nos succursales en Belgique, Espagne et Italie.

MODE DE GESTION DES RISQUES

La gestion et le contrôle des risques de crédit sont placés sous la responsabilité de l'antenne locale du RPC (Risk and Permanent Control) de CA Indosuez pour sa composante « risques de contrepartie » de la clientèle. Le suivi des « risques permanents », dont font partie entre autres les risques opérationnels, est notamment assuré par le département des contrôles permanents.

Les décisions de crédit

Les décisions de crédit sont prises en appliquant le principe de la double signature (front / risques). En cas d'avis défavorable, le dossier pourra être transmis à un niveau supérieur pour décision dans le cadre d'une procédure d'appel.

Les dossiers de crédit sont enrichis d'un système de notation des contreparties, dispositif central du processus Bâle III, qui est automatisé depuis juillet 2007 pour les activités de Wealth Management. Il permet de déterminer en continu les exigences de fonds propres et contribue à la fixation d'un prix justifié des opérations. Un système de workflow électronique permettant une traçabilité totale des interventions a été déployé pour les entités luxembourgeoise et ses succursales.

Les pouvoirs de crédit

Les pouvoirs de crédit locaux sont limités aux seules activités de Wealth Management. Les risques de contrepartie directs ou indirects sur les banques et autres institutions financières sortent du champ d'application des délégations locales et doivent être autorisés par la Direction des Risques de CACIB.

LES RESSOURCES *Humaines*

Au cours de l'année 2021, la Direction des Ressources Humaines a, comme l'an passé, été particulièrement attentive à la non-propagation de la COVID-19 au sein des locaux de la banque, poursuivant la politique de prudence mise en place en 2020. Ainsi, par exemple, les règles de télétravail ont fait l'objet d'une adaptation régulière en fonction de l'ampleur de la pandémie. Aucun cas de contamination sur site n'a ainsi été constaté, sur l'ensemble du périmètre d'Indosuez Europe.

Dans le même temps, et en parfaite cohérence avec le Projet Sociétal et le Projet Humain d'Indosuez, la banque a ouvert de nouveaux locaux au Luxembourg, à proximité des frontières belge et française, afin :

- de réduire le temps de trajet des collaborateurs ;
- de favoriser les échanges inter départements ;
- d'anticiper la sortie de la pandémie, période où les collaborateurs frontaliers seront limités en nombre de jour de télétravail en dehors du Luxembourg.

L'ouverture de ces 2 nouveaux sites de la banque est un véritable succès et répond bien aux attentes des collaborateurs.

En Italie, il a été conduit un important plan de réduction des effectifs, afin d'adapter notre dispositif RH aux besoins de l'entité italienne. Cette baisse des effectifs (47 personnes) s'est réalisée en parfaite coordination avec les autres entités du groupe Crédit Agricole en Italie, permettant de reclasser les collaborateurs concernés par cette réduction d'effectif dans les différentes entités et ainsi de ne procéder à aucun licenciement.

Enfin, et comme chaque année, la maîtrise de la masse salariale a été l'un des objectifs majeurs de la Direction des Ressources Humaines, d'autant plus dans une année marquée par une nouvelle indexation des salaires à Luxembourg. Le plan de formation réglementaire a été mené à bien, s'organisant avec des sessions à distance en raison de la situation sanitaire mais aussi par quelques sessions en présentiel lorsque cela était possible.

Le process de revue des dossiers « Amélioration de la Connaissance et de la Documentation de la Clientèle 2 » (ACDC2) s'est poursuivi, se traduisant par le recours à un nombre important de CDD dans les 4 pays.

Au 31 décembre 2021, l'effectif CDI et CDD s'élevait à 355,8 ETP à Luxembourg dont 19,8 CDD. Les succursales comptaient 39 ETP en Belgique (dont 1 CDD), 73,5 ETP en Espagne (dont 7 CDD) et 133,9 ETP en Italie (dont 2 CDD). Les CDD sont essentiellement liés au projet ACDC2. L'effectif total de CA Indosuez Wealth (Europe) s'élevait donc à 602,2 ETP au 31/12/2021 dont 572,4 ETP en CDI et 29,8 ETP en CDD.

RAPPORT SOCIAL

*Informations non financières
et informations relatives
à la diversité*

La loi française du 23 juillet 2016 concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes (ci-après « Loi NFR ») s'applique au Groupe depuis l'exercice financier 2017. Cette loi impose aux entreprises concernées, dont les banques, de publier dans leur rapport de gestion ou dans un rapport séparé des informations pertinentes sur leurs politiques, les risques liés et les résultats obtenus en ce qui concerne les questions sociales, d'environnement, de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption, ainsi que de diversité dans la composition de leurs Conseils d'administration ou de surveillance.

Conformément aux dispositions de la Loi NFR, CA Indosuez Wealth (Europe) est toutefois dispensée d'une telle publication en raison de l'émission d'un rapport consolidé par sa maison-mère Crédit Agricole Corporate and Investment Bank. Ledit rapport, intitulé « Document de référence », est accessible sur le site internet de CACIB à l'adresse suivante :

<https://www.ca-cib.fr/rapport-dactivite-2020>

Depuis 2019, CA Indosuez Wealth (Europe) reporte également ses initiatives en faveur d'un développement plus durable et d'une économie plus responsable dans le rapport de développement durable du groupe Indosuez. Ce rapport est accessible à l'adresse suivante : <https://ca-indosuez.com/fr/a-la-une/actualites/indosuez-partage-son-rapport-de-developpement-durable-2020>



CHIFFRES CLÉS 2021

EN MILLIONS D'EUROS

(valeur comptable – en EUR)	31/12/21	31/12/20
Bilan	14 151	7 700
Capitaux propres	459	452
Bénéfice net	6,2	-14,4
Effectifs fin d'année	623	625
Ratio de Solvabilité (COREP)	17%	18%
Rentabilité des capitaux propres (ROE)	1,4%	-3,2%

Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Au Conseil d'Administration de
CA Indosuez Wealth (Europe)
Société Anonyme
39, allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CA Indosuez Wealth (Europe) (la « Banque ») comprenant le bilan au 31 décembre 2021 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISAs ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlements, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Banque conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (« Code de l'IESBA ») tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Éléments clés de l'audit

Évaluation des corrections de valeur sur créances douteuses

L'activité de crédits à la clientèle constitue une composante stratégique de l'offre de la Banque à sa clientèle non bancaire.

La politique de la Banque est de constituer des corrections de valeur spécifiques sur toutes les créances douteuses et irrécupérables résultant de cette activité. Le montant des corrections de valeur correspond à la différence positive entre la valeur comptable brute des créances concernées et leur valeur recouvrable estimée. La Banque réexamine régulièrement et au moins trimestriellement tous ses actifs et apprécie s'il existe une quelconque indication qu'une créance a pu se déprécier.

Nous avons considéré que l'évaluation des corrections de valeur associées aux crédits accordés à la clientèle constitue un élément clé de l'audit. En effet, la détermination de ces corrections de valeur requiert l'exercice de jugement compte tenu du caractère complexe et subjectif que comportent l'estimation des flux futurs de trésorerie, l'évaluation des garanties reçues, le cas échéant, et la détermination des taux de provisionnement. Cet élément est d'autant plus important que les créances sur la clientèle constituent une composante importante du total bilan de la Banque.

Au 31 décembre 2021, les créances sur la clientèle s'élevaient à EUR 3.654,7 millions (soit 25,8% du total du bilan à cette même date), compte tenu de corrections de valeur constatées pour EUR 11,6 millions.

Se référer à la note 3 de l'annexe aux états financiers.

Comment ces éléments clés ont-ils été adressés durant notre audit

Nous avons examiné le dispositif mis en place au sein de la Banque pour identifier les créances à déprécier et évaluer le montant des corrections de valeur à comptabiliser.

Nous avons testé la correcte application des procédures de contrôle en la matière. Ceci a inclus notamment les contrôles en relation avec :

- Le processus d'identification du caractère sensible, douteux des créances ;
- Le processus de suivi des dépassements et des garanties devenues insuffisantes ;
- La revue et l'approbation par les comités compétents des corrections de valeur à constituer, à utiliser ou à reprendre ;
- Le processus d'évaluation des garanties reçues, le cas échéant, en couverture des crédits accordés ;
- La détermination des corrections de valeur spécifiques compte tenu du critère de qualité attribué à la contrepartie et des flux de trésorerie futurs estimés.

Nous avons effectué des procédures d'audit substantives sur un échantillon de crédits dépréciés. Nous avons examiné de manière critique les hypothèses retenues par la Banque pour la détermination des corrections de valeur.

Par ailleurs, sur base d'un échantillon de crédits non dépréciés, échantillon constitué d'éléments clés et d'éléments sélectionnés par jugement, nous avons examiné de manière critique les évidences rassemblées par la Banque lui permettant de considérer ces créances comme non douteuses.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISAs telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISAs telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Banque à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par le Conseil d'Administration en date du 11 décembre 2020 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 16 ans.

Le rapport de gestion est en concordance avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

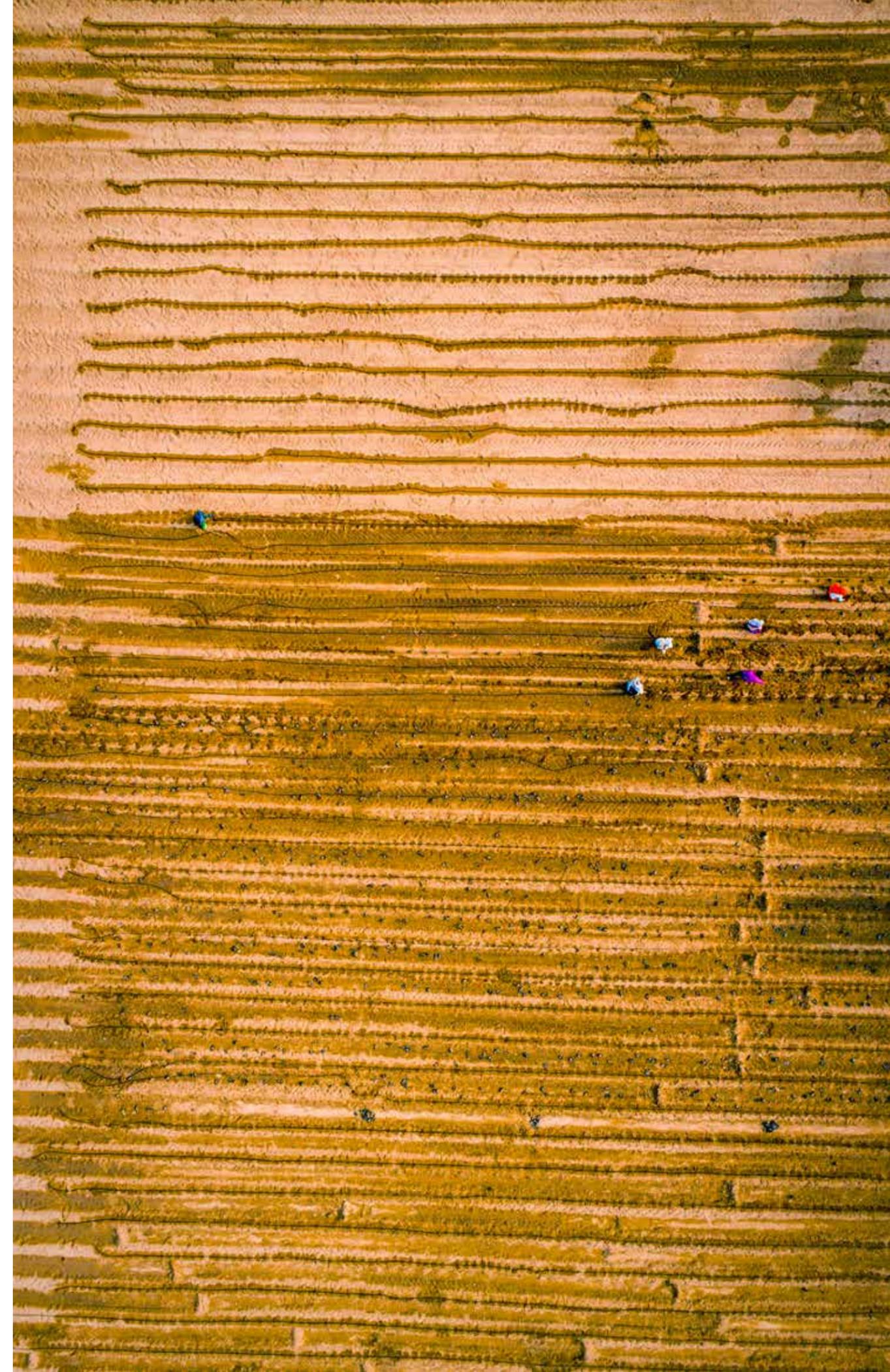
Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Banque au cours de l'audit.

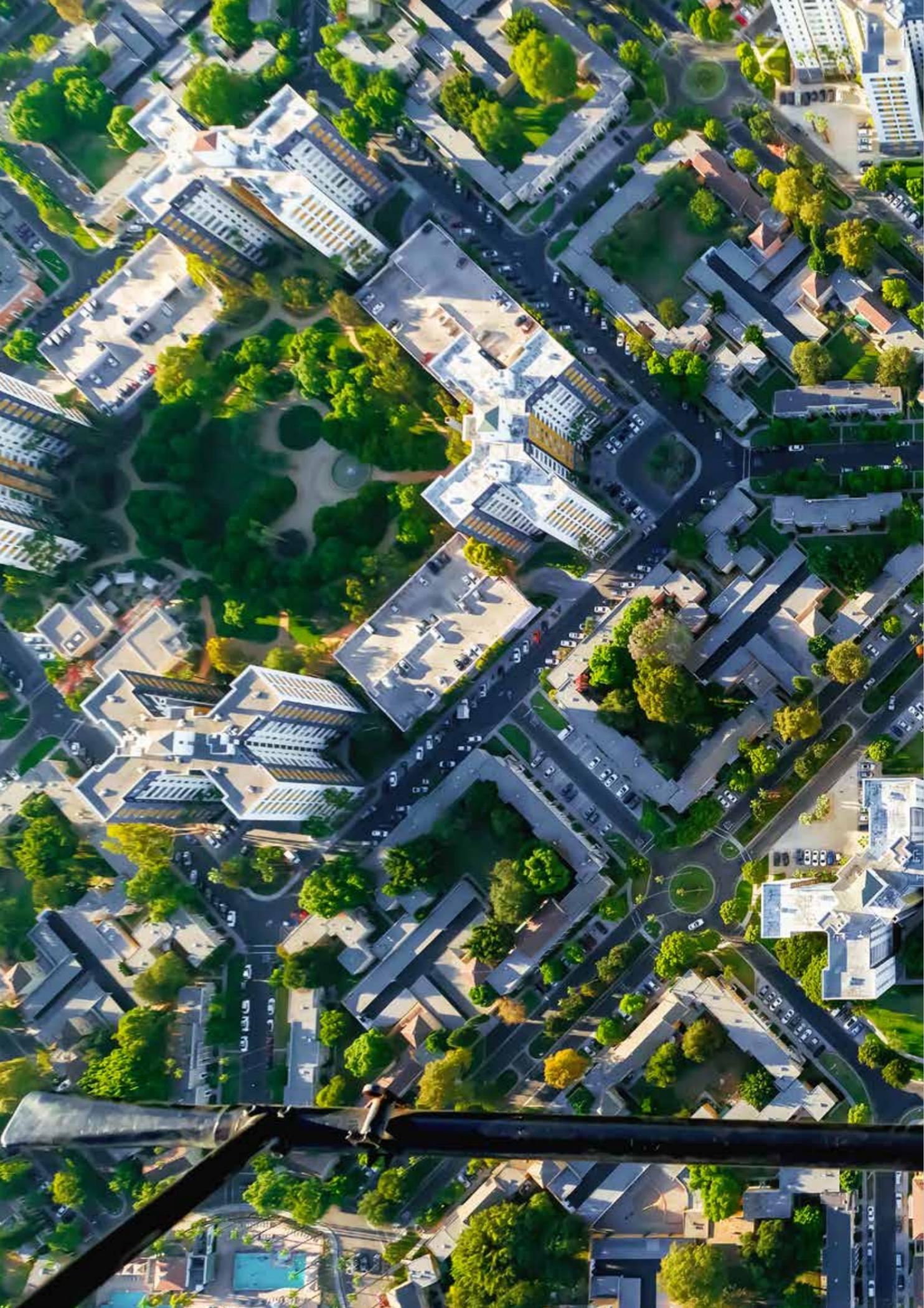
Ernst & Young
Société anonyme
Cabinet de révision agréé



Dorian Rigaud

Luxembourg, le 1 avril 2022





04

*Comptes annuels
CA Indosuez Wealth (Europe)*



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021

ACTIF

(exprimé en EUR)	Notes	2021	2020
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	3,4	2.955.508.552	1.803.920.555
Créances sur les établissements de crédit	3,12		
À vue		238.477.141	318.088.642
Autres créances		6.759.855.443	2.265.919.602
		6.998.332.584	2.584.008.244
Créances sur la clientèle	3,12, 23.2	3.654.656.277	2.639.820.458
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	3, 5, 6		
Émetteurs publics		15.236.250	139.802.068
		15.236.250	139.802.068
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	3, 6	103.689	-
Participations	6, 8	41.065	45.209
Parts dans des entreprises liées	6, 7, 8	372.165.309	472.196.904
Actifs incorporels	9	11.804.861	3.487.456
Actifs corporels	10	9.165.974	7.380.224
Autres actifs	11	77.843.670	17.142.905
Comptes de régularisation		56.135.593	32.122.876
Total de l'actif		14.150.993.824	7.699.926.899

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

PASSIF

(exprimé en EUR)	Notes	2021	2020
Dettes envers des établissements de crédit	3, 12		
À vue		93.266.121	160.036.732
À terme ou à préavis		6.131.574.127	466.382.708
		6.224.840.248	626.419.440
Dettes envers la clientèle	3, 12		
Autres dettes			
À vue		6.622.236.353	5.250.271.334
À terme ou à préavis		729.102.703	1.301.668.676
		7.351.339.056	6.551.940.010
Autres passifs	14	32.205.137	22.456.053
Comptes de régularisation		29.613.219	10.634.005
Provisions			
Autres provisions	15	52.368.494	34.040.713
		52.368.494	34.040.713
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	16	2.075.356	2.075.356
Capital souscrit	17, 19	415.000.000	415.000.000
Réserves	18, 19	38.308.584	45.956.584
Résultats reportés	19	-947.262	5.788.733
Résultat de l'exercice	19	6.190.992	(14.383.995)
Total du passif		14.150.993.824	7.699.926.899

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021

(exprimé en EUR)	Notes	2021	2020
Passifs éventuels	3, 20.1	96.811.511	141.001.008
Dont :			
Cautionnements et actifs donnés en garantie		96.811.511	141.001.008
Engagements	3, 20.2	6.328.721.246	1.163.714.508
Opérations fiduciaires		15.960.030	17.360.581

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

CHARGES

(exprimé en EUR)	Notes	2021	2020
Intérêts et charges assimilées		27.805.125	17.818.344
Commissions versées		14.263.213	12.399.280
Frais généraux administratifs			
Frais de personnel dont :	23	68.232.779	63.180.778
- salaires et traitements		57.824.334	53.724.695
- charges sociales		6.489.768	5.667.752
dont :			
- charges sociales couvrant les pensions		2.238.529	2.091.782
Autres frais administratifs	24	55.333.515	51.142.364
		123.566.294	114.323.142
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	9,10	2.931.058	2.553.415
Autres charges d'exploitation	22.1	3.661.396	4.088.969
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements		2.302.476	933.331
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées	8	11.081.770	28.530.577
Impôts sur les résultats provenant des activités ordinaires	22.3	-	-
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	22.3	129.615	612.737
Bénéfice de l'exercice		6.190.992	-
Total des charges		191.931.939	181.259.795

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

PRODUITS

(exprimé en EUR)	Notes	2021	2020
Intérêts et produits assimilés		65.552.664	50.850.313
dont :			
Intérêts et produits assimilés sur valeurs mobilières à revenu fixe		31.896	1.808.263
Revenus de valeurs mobilières			
Revenus de participations		68.289	68.289
Revenus de parts dans des entreprises liées		964.550	857.458
		1.032.839	925.747
Commissions perçues	21	95.061.098	85.528.524
Résultats provenant d'opérations financières		15.391.739	15.539.201
Autres produits d'exploitation	22.2	14.893.599	14.032.015
Perte de l'exercice		-	14.383.995
Total des produits		191.931.939	181.259.795

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

ANNEXE

AU 31.12.2021

Note 1 – Généralités

Crédit Agricole Luxembourg S.A. (ci-après la « Banque » ou « CAL ») a été constituée le 28 février 2003, suite à l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A. (ci-après « CAIL »), du projet de scission de CAIL, approuvé le 10 janvier 2003 par le Conseil d'Administration de CAIL.

CAIL avait été constitué au Grand-Duché de Luxembourg en date du 19 juillet 1989 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois.

La scission de CAIL a été effectuée par l'apport de l'ensemble de son patrimoine au 28 février 2003 avec effet rétroactif au 1 janvier 2003, activement et passivement à Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A. et à Crédit Agricole Investor Services Bank Luxembourg S.A.

Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A. a ainsi repris les activités classiques de prestations de services à une clientèle privée comme notamment la tenue de compte, l'octroi de crédit, la conservation de titres, la gestion de portefeuille, le conseil en investissement ainsi que les activités annexes à celles-ci.

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 1 juillet 2005, Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A. a procédé à la fusion par absorption au 1 juillet 2005, avec effet rétroactif au 1 janvier 2005, de sa filiale Crédit Lyonnais Luxembourg S.A. (ci-après « CLL »). L'Assemblée Générale Extraordinaire a également décidé à cette même date de changer la dénomination de Crédit Agricole Indosuez Luxembourg en Crédit Agricole Luxembourg S.A.

Comme mentionné dans la constatation de fusion devant notaire du 26 avril 2008, Crédit Agricole Luxembourg S.A. a procédé à la fusion par absorption au 26 avril 2008, avec effet comptable au 1 janvier 2008, de sa filiale Crédit Agricole Luxembourg Bank S.A. (ci-après « CALB »).

Le 3 novembre 2011, la Banque est devenue une filiale de Crédit Agricole Private Banking par apport des 195.480 actions constituant le capital social de la Banque détenues par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, une banque de droit français.

Le 6 juillet 2012, la Banque a créé une succursale en Espagne sous le nom de Crédit Agricole Private Banking España (ci-après « CAPBE »). Cette dernière

a repris en octobre 2012 un fonds de commerce de banque privée de la succursale espagnole de Crédit Agricole Corporate and Investment Banking (« CACIB »). La contribution au total du bilan s'élève à EUR 360 millions, soit 2,5% du bilan de la Banque au 31 décembre 2021. L'impact sur le résultat net 2021 de la Banque est de EUR (2.106.111).

Le 12 avril 2013, la Banque a procédé à une fusion transfrontalière avec sa filiale Crédit Agricole Van Moer Courtens (« CAVMC ») et a créé la succursale Crédit Agricole Private Banking Belgique (ci-après « CAPBB »). Sa contribution au total du bilan s'élève à EUR 411 millions, soit 2,9% du bilan de la Banque au 31 décembre 2021. L'impact sur le résultat net 2021 de la Banque est de EUR 3.744.390.

Le 9 décembre 2014, la Banque a créé une succursale en Italie sous le nom de Crédit Agricole Private Banking Italia (ci-après « CAPBI »). En octobre 2019, cette succursale a procédé à un transfert d'actifs à la filiale de la Banque CA Indosuez Wealth (Italy) S.p.A. Cette succursale a été fermée en 2020.

Courant 2015, la Banque a procédé à une fusion-absorption de ses filiales CAGP Belgium et Jumillia.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 15 janvier 2016 a décidé de changer la dénomination sociale de Crédit Agricole Luxembourg en CA Indosuez Wealth (Europe).

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 19 décembre 2016, la Banque a procédé à la fusion par absorption au 19 décembre 2016, sans effet rétroactif, de sa filiale CA Indosuez Wealth (Global Structuring) S.A.

La Banque a procédé à la fusion par absorption au 11 décembre 2020, sans effet rétroactif, de sa filiale CA Indosuez (Insurance Brokerage) S.A.

Le 6 décembre 2021, la Banque a créé une succursale en Italie sous le nom de CA Indosuez Wealth (Europe), Italy Branch (ci-après « CAIWI »). Cette succursale est issue de la liquidation de la filiale de la Banque CA Indosuez Wealth (Italy) S.p.A. par incorporation de l'ensemble des actifs et des passifs de la filiale dans la succursale. La contribution au total du bilan s'élève à EUR 694 millions, soit 4,9% du bilan de la Banque au 31 décembre 2021. L'impact sur le résultat net 2021 de la Banque est de EUR (853.265).

Le siège social de la Banque est établi à L-2520 Luxembourg, 39 allée Scheffer.

Consolidation dans le groupe CACIB

La Banque est une filiale de Crédit Agricole Private Banking, une banque de droit français. À ce titre, les comptes annuels de la Banque sont inclus dans les comptes consolidés établis par Crédit Agricole CIB, eux-mêmes intégrés dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole S.A. Les comptes

consolidés peuvent être obtenus auprès du siège social de Crédit Agricole CIB, 12, place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge.

Note 2 – Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées par la Banque sont les suivantes :

2.1. BASE DE PRÉSENTATION

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi et la Commission de Surveillance du Secteur Financier, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

La Banque est, sur base des critères fixés par la loi luxembourgeoise, exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2021. Par conséquent, en conformité avec la loi du 17 juin 1992 telle que modifiée, ces comptes ont été établis sur une base non consolidée.

2.2. CONVERSION DES DEVICES ÉTRANGÈRES

Les comptes annuels sont exprimés en euro (EUR). La Banque utilise la méthode de la comptabilité plurimonnaire qui consiste à enregistrer toutes les transactions en devises autres que celle du capital dans la ou les monnaies de ces transactions. Les produits et charges sont convertis en devise du capital aux cours de change applicables le jour de leur réalisation.

2.2.1. Opérations au comptant

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis dans la devise du capital au cours de change au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

Toutefois, les participations, les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations financières ainsi que les actifs corporels et incorporels qui ne sont pas couverts sur le marché au comptant ou à terme sont convertis dans la devise du capital aux cours en vigueur à la date de leur acquisition.

Les opérations en devises étrangères au comptant non encore dénouées sont converties dans la devise du capital aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

2.2.2. Opérations à terme

Les opérations en devises étrangères à terme non encore dénouées sont évaluées à la fin de l'exercice dans la monnaie du capital aux cours à terme pour l'échéance restant à courir à la date de clôture du bilan.

Les pertes de change non réalisées sur des opérations à terme non dénouées non couvertes sont comptabilisées en compte de profits et pertes sur la base des cours à terme pour les échéances correspondantes. Les gains de change non réalisés sur des opérations à terme non couvertes ne sont pas comptabilisés.

Pour les opérations de change à terme couvertes, les résultats d'évaluation négatifs sont compensés avec les résultats d'évaluation positifs constatés antérieurement. Une provision est constituée pour couvrir les pertes non compensées.

2.2.3. Gains et pertes de change

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant couverts à terme et sur les postes à terme couverts au comptant sont neutralisés dans les comptes de régularisation. Les différences entre les cours de change au comptant et à terme (report, déport) sont comptabilisées en compte de profits et pertes prorata temporis pour les opérations swaps liées à des postes de bilan.

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant non couverts à terme sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes.

Les principaux taux utilisés aux 31 décembre 2021 et 2020 sont :

	31.12.2021	31.12.2020
EUR/USD	1,1334	1,2267
EUR/CHF	1,033	1,0807
EUR/GBP	0,8403	0,8984

2.3. CRÉANCES

Les créances sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition, les intérêts courus et non échus étant enregistrés dans les comptes de régularisation à l'actif. La politique de la Banque est de constituer, selon les circonstances et pour les montants déterminés par les organes responsables, des corrections de valeur spécifiques pour couvrir le risque de pertes et de non recouvrement sur les créances détenues, jugées douteuses. Ces corrections de valeur sont déduites des postes d'actif concernés et ne sont plus maintenues si les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

2.4. DETTES

Les dettes sont inscrites au passif à leur montant de remboursement.

2.5. ÉVALUATION DES VALEURS MOBILIÈRES

Pour des raisons d'évaluation, la Banque a réparti ses valeurs mobilières en trois catégories de portefeuille :

2.5.1. Portefeuille des immobilisations financières

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe qui ont été acquises avec l'intention de les garder jusqu'à leur échéance ainsi que des participations et parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations financières.

Les valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières sont enregistrées à leur prix d'acquisition dans leur devise d'origine. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Elles font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan, si le Conseil d'Administration estime que la dépréciation sera durable.

Les différences positives (agios) et négatives (disagios) entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement sont enregistrées linéairement en compte de profits et pertes sur la durée de vie résiduelle des actifs concernés.

Aux 31 décembre 2021 et 2020, la Banque ne possède pas de valeurs mobilières à revenu fixe classées dans ce portefeuille.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé sont inscrites au bilan à leur prix d'acquisition et dans la devise du capital de la société émettrice. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Elles font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan si le Conseil d'Administration estime que la dépréciation sera durable.

Sont considérées comme entreprises liées, les entreprises entre lesquelles une influence dominante est exercée directement ou indirectement. Les participations comprennent les parts dans le capital d'autres entreprises destinées à contribuer à l'activité de l'entreprise par la création d'un lien durable.

2.5.2. Portefeuille de négociation

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe et variable qui sont acquises avec l'intention de les revendre à brève échéance. Ce sont des titres qui sont négociables sur un marché dont la liquidité peut être considérée comme assurée et dont les prix de marché sont constamment accessibles aux tiers.

Les titres du portefeuille de négociation figurent au bilan à la valeur de marché s'il s'agit de valeurs mobilières à revenu fixe cotées ou au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur de marché s'il s'agit d'actions ou d'autres valeurs mobilières.

Aux 31 décembre 2021 et 2020, la Banque ne possède pas de portefeuille de négociation.

2.5.3. Portefeuille de placement

Il est composé de titres acquis dans un but de placement ou de rendement, ou dans le but de constituer une certaine liquidité sur le marché secondaire. Il comprend également les titres ne répondant pas aux critères des deux catégories précédentes.

Les titres du portefeuille de placement figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

Les agios (différences positives entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement) sont amortis linéairement.

2.5.4. Coût d'acquisition des valeurs mobilières de même catégorie

L'évaluation des valeurs mobilières de même catégorie est basée sur la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

2.6. ACTIFS IMMOBILISÉS AUTRES QUE LES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les actifs immobilisés autres que les immobilisations financières sont enregistrés au coût d'acquisition historique. Le coût d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Le coût d'acquisition des actifs immobilisés dont l'utilisation est limitée dans le temps est diminué des corrections de valeur calculées de manière à amortir systématiquement la valeur de ces éléments sur leur durée d'utilisation estimée.

En cas de dépréciation durable, les éléments immobilisés dont l'utilisation est ou non limitée dans le temps font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attri-

buer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeur sont reprises lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.6.1. Actifs incorporels

Les actifs incorporels autres que les fonds de commerce sont amortis linéairement au taux annuel de 33%. Les fonds de commerce sont amortis sur une période de 5 ans

2.6.2. Actifs corporels

Les actifs corporels, autres que les terrains, sont amortis linéairement sur base des durées d'utilisation estimées aux taux suivants :

Constructions	2,5% à 10%
Installations techniques et machines	10%
Autres installations, outillage et mobilier	10% à 20%
Matériel informatique	20% à 33%

2.7. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

2.7.1. Swaps de taux d'intérêt

Les instruments financiers à terme portant sur des échanges de taux d'intérêt, principalement des IRS (« Interest Rate Swaps »), traités sur le marché de gré à gré et non affectés à des actifs ou passifs déterminés sont évalués au prix de marché. Les moins-values latentes sont enregistrées en compte de profits et pertes alors que les plus-values latentes sont négligées.

Les IRS qui sont traités sur le marché de gré à gré et conclus dans le cadre de la couverture des positions de taux de la Banque ne font pas l'objet d'une évaluation au prix de marché.

2.7.2. Options

Pour les options traitées sur le marché de gré à gré et qui ne sont pas affectées à des actifs ou des passifs déterminés, les primes payées ou perçues sont enregistrées au bilan jusqu'à l'exercice de l'option ou jusqu'à l'échéance. Les engagements sur options émises sont enregistrés dans les postes de hors-bilan. Les options contractées dans un but de couverture ne sont pas réévaluées.

Les options qui n'ont pas été contractées dans un but de couverture sont évaluées à leur valeur de marché. Les pertes latentes sur les positions ouvertes ainsi

que les pertes nettes latentes sur les positions fermées sont provisionnées. Les gains ne sont comptabilisés qu'à la date d'exercice ou d'échéance.

Les options traitées sur le marché organisé en couverture d'opérations sur options de sens inverse conclues également sur marché organisé et présentant des caractéristiques identiques, sont traitées comme suit : la position sur ces instruments étant fermée, le résultat dégagé sur les primes encaissées et payées est enregistré en compte de profits et pertes.

2.8. PROVISION FORFAITAIRE

La politique de la Banque consiste à constituer, en accord avec les dispositions de la législation luxembourgeoise, une provision forfaitaire calculée sur base des actifs à risque pondérés constituant le dénominateur du ratio de solvabilité. Par convention, la provision forfaitaire calculée est déduite du poste « Créances sur les établissements de crédit - Autres créances ». Celle-ci s'élève au 31 décembre 2021 à EUR 11.510.793 (2020 : EUR 11.510.793).

Note 3 – Utilisation d'instruments financiers

3.1. ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

3.1.1. Information sur les instruments financiers primaires

Les tableaux ci-après fournissent des informations sur le niveau de l'activité de la Banque en instruments financiers primaires, ventilées comme suit : en valeur comptable, par catégorie d'instruments financiers et en fonction de la durée de vie résiduelle, après déduction de la provision forfaitaire.

Aux 31 décembre 2021 et 2020, la Banque ne détient pas d'instruments financiers primaires appartenant au portefeuille de négociation.

La banque a participé au programme de refinancement long terme mis à disposition par la Banque centrale européenne, dit « TLTRO III », pour le compte d'un groupe composé de 9 entités du Groupe CACIB. Cette opération a plusieurs impacts significatifs sur les comptes annuels 2021 : au passif une augmentation des dettes envers les établissements de crédit (+4.99Md€ au titre du tirage TLTRO auprès de la Banque Centrale du Luxembourg), à l'actif

une augmentation des créances auprès des établissements de crédit (+5,01Md€ au titre du dépôt cash des reverse repos avec CACIB), et des engagements en hors bilan (+5,41Md€ de titres empruntés à CACIB pour déposer en collatéral auprès de la BCL).

3.1.1.1. ACTIFS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2021 - INSTRUMENTS FINANCIERS PRIMAIRES (VALEUR COMPTABLE)

(valeur comptable – en EUR)	INSTRUMENTS PRIMAIRES					Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégories d'instruments						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	2.955.508.552	-	-	-	-	2.955.508.552
Créances sur les établissements de crédit *	1.465.009.134	149.435.507	5.383.887.943	-	-	6.998.332.584
Créances sur la clientèle	1.349.371.556	1.385.656.213	542.008.998	377.619.510	-	3.654.656.277
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable **	-	-	-	-	103.689	103.689
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe						
Démetteurs publics	15.236.250	-	-	-	-	15.236.250
Total des actifs financiers	5.785.125.492	1.535.091.720	5.925.896.941	377.619.510	103.689	13.623.837.352

* après déduction de la provision forfaitaire.

** ce portefeuille d'actions provient de la succursalisation de CA Indosuez Wealth (Europe), Italy et fait partie du portefeuille de placement.

3.1.1.2. PASSIFS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2021 - INSTRUMENTS FINANCIERS PRIMAIRES (VALEUR COMPTABLE)

(valeur comptable – en EUR)	INSTRUMENTS PRIMAIRES					Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégories d'instruments						
Dettes envers des établissements de crédit						
À vue	93.266.121	-	-	-	-	93.266.121
À terme ou à préavis	1.115.060.555	25.313.572	4.991.200.000	-	-	6.131.574.127
Dettes envers la clientèle						
Autres dettes						
À vue	6.622.236.353	-	-	-	-	6.622.236.353
À terme ou à préavis	625.378.759	88.723.944	15.000.000	-	-	729.102.703
Engagements et passifs éventuels	92.114.989	75.842.590	201.060.931	6.056.514.247	-	6.425.532.757
Total des passifs financiers	8.548.056.777	189.880.106	5.207.260.931	6.056.514.247	-	20.001.712.061

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3.1.1.3. ACTIFS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2020 - INSTRUMENTS FINANCIERS PRIMAIRES (VALEUR COMPTABLE)

(valeur comptable – en EUR)	INSTRUMENTS PRIMAIRES					Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégories d'instruments						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	1.803.920.555	-	-	-	-	1.803.920.555
Créances sur les établissements de crédit *	1.620.613.439	385.307.999	490.294.806	87.792.000	-	2.584.008.244
Créances sur la clientèle	1.105.852.491	964.783.310	268.336.659	300.847.998	-	2.639.820.458
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe						
Démetteurs publics	79.891.418	44.674.400	15.236.250	-	-	139.802.068
Total des actifs financiers	4.610.277.903	1.394.765.709	773.867.715	388.639.998	-	7.167.551.325

* après déduction de la provision forfaitaire.

3.1.1.4. PASSIFS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2020 - INSTRUMENTS FINANCIERS PRIMAIRES (VALEUR COMPTABLE)

(valeur comptable – en EUR)	INSTRUMENTS PRIMAIRES					Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité	
Catégories d'instruments						
Dettes envers des établissements de crédit						
À vue	160.036.732	-	-	-	-	160.036.732
À terme ou à préavis	420.113.092	46.222.990	46.626	-	-	466.382.708
Dettes envers la clientèle						
Autres dettes						
À vue	5.250.271.334	-	-	-	-	5.250.271.334
À terme ou à préavis	1.200.256.363	81.062.313	20.350.000	-	-	1.301.668.676
Engagements et passifs éventuels	467.987.454	116.901.161	148.140.748	571.686.153	-	1.304.715.516
Total des passifs financiers	7.498.664.975	244.186.464	168.537.374	571.686.153	-	8.483.074.966

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3.1.2. Information sur les instruments financiers dérivés

3.1.2.1. Description des instruments financiers dérivés utilisés

Au 31 décembre 2021, la Banque est engagée dans des opérations sur les instruments suivants : changes à terme, swaps de taux d'intérêt, options sur taux de change et taux d'intérêt aux fins suivantes : couverture en matière de gestion d'actifs/passifs, fonds de roulement et micro-couverture des opérations de la clientèle.

Conformément à sa politique de gestion des risques de marché, la Banque couvre ses opérations sur instruments dérivés avec CACIB et ceci en respectant les limites de « VAR - Value at risk » fixées par l'actionnaire.

3.1.2.2. Analyse des instruments financiers dérivés utilisés au 31 décembre 2021

Le tableau ci-dessous fournit des informations sur le niveau d'utilisation des instruments financiers dérivés hors portefeuille de négociation, ventilées en fonction du notionnel et de la durée de vie résiduelle depuis la date de clôture. Aux 31 décembre 2021 et 2020, la Banque n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins de négociation.

Instruments financiers dérivés hors portefeuille de négociation (valeur notionnelle) au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS HORS MARCHÉ BOURSIER				Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Instruments sur taux d'intérêt					
Contrats d'échange	478.966.250	748.302.806	1.283.428.732	866.661.642	3.377.359.430
Instruments sur devises/or					
Contrats à terme (devises à livrer)	420.807.011	242.857.486	17.062.530	-	680.727.027*
Options (vendues)	300.760.221	682.988.333	46.119.065	-	1.029.867.619
Total	1.200.533.482	1.674.148.625	1.346.610.327	866.661.642	5.087.954.076

* Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées pour un montant de EUR 7.845.990.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur la juste valeur des instruments financiers (hors options) :

(valeur comptable – en EUR)	ACTIFS FINANCIERS	
	Montant notionnel	Juste valeur positive*
Catégories d'instruments financiers		
Instruments sur taux d'intérêt		
Contrats d'échange	1.583.930.148	23.474.344
Instruments sur devises/or		
Contrats à terme (devises à livrer)	355.500.044	1.089.037
Total	1.939.430.192	24.563.381

* Hors intérêts courus non échus.

(valeur comptable – en EUR)	PASSIFS FINANCIERS	
	Montant notionnel	Juste valeur négative*
Catégories d'instruments financiers		
Instruments sur taux d'intérêt		
Contrats d'échange	1.793.429.283	18.166.863
Instruments sur devises/or		
Contrats à terme (devises à livrer)	325.226.983	1.022.610
Total	2.118.656.266	19.189.473

* Hors intérêts courus non échus.

Les IRS (Interest Rate Swap) sont utilisés par la Banque dans le cadre d'opérations de macro-couverture dans le cadre de la gestion ALM (Asset Liability Management) et de micro-couverture pour un nombre limité d'opérations pour le compte de clients.

Les transactions d'options sur devises sont exclusivement réalisées pour le compte de client et ne sont donc pas réévaluées.

3.1.2.3. ANALYSE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS UTILISÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020

Instruments financiers dérivés hors portefeuille de négociation (valeur notionnelle) au 31 décembre 2020 :

(valeur comptable – en EUR)	CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS HORS MARCHÉ BOURSIER				Total
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Instruments sur taux d'intérêt					
Contrats d'échange	331.843.720	1.324.899.876	785.394.980	785.034.533	3.227.173.109
Instruments sur devises/or					
Contrats à terme (devises à livrer)	1.345.166.233	222.397.412	17.523.291	-	1.585.086.936*
Options (vendues)	531.987.690	253.586.550	526.695.832	-	1.312.270.072
Total	2.208.997.643	1.800.883.838	1.329.614.103	785.034.533	6.124.530.117

* Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées pour un montant de EUR 208.353.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur la juste valeur des instruments financiers (hors options):

(valeur comptable – en EUR)	ACTIFS FINANCIERS	
	Montant notionnel	Juste valeur positive*
Catégories d'instruments financiers		
Instruments sur taux d'intérêt		
Contrats d'échange	2.875.836.256	49.610.649
Instruments sur devises/or		
Contrats à terme (devises à livrer)	551.268.474	3.771.655
Total	3.427.104.730	53.382.304

* Hors intérêts courus non échus.

(valeur comptable – en EUR)	PASSIFS FINANCIERS	
	Montant notionnel	Juste valeur négative*
Catégories d'instruments financiers		
Instruments sur taux d'intérêt		
Contrats d'échange	351.336.853	12.323.240
Instruments sur devises/or		
Contrats à terme (devises à livrer)	1.033.818.462	3.646.953
Total	1.385.155.315	15.970.193

* Hors intérêts courus non échus.

Les IRS sont utilisés par la Banque dans le cadre d'opérations de macro-couverture dans le cadre de la gestion ALM et de micro-couverture pour un nombre limité d'opérations pour le compte de clients.

Les options sur devises et sur intérêts sont exclusivement réalisées pour le compte de clients et ne sont donc pas réévaluées.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3.2. RISQUE DE CRÉDIT

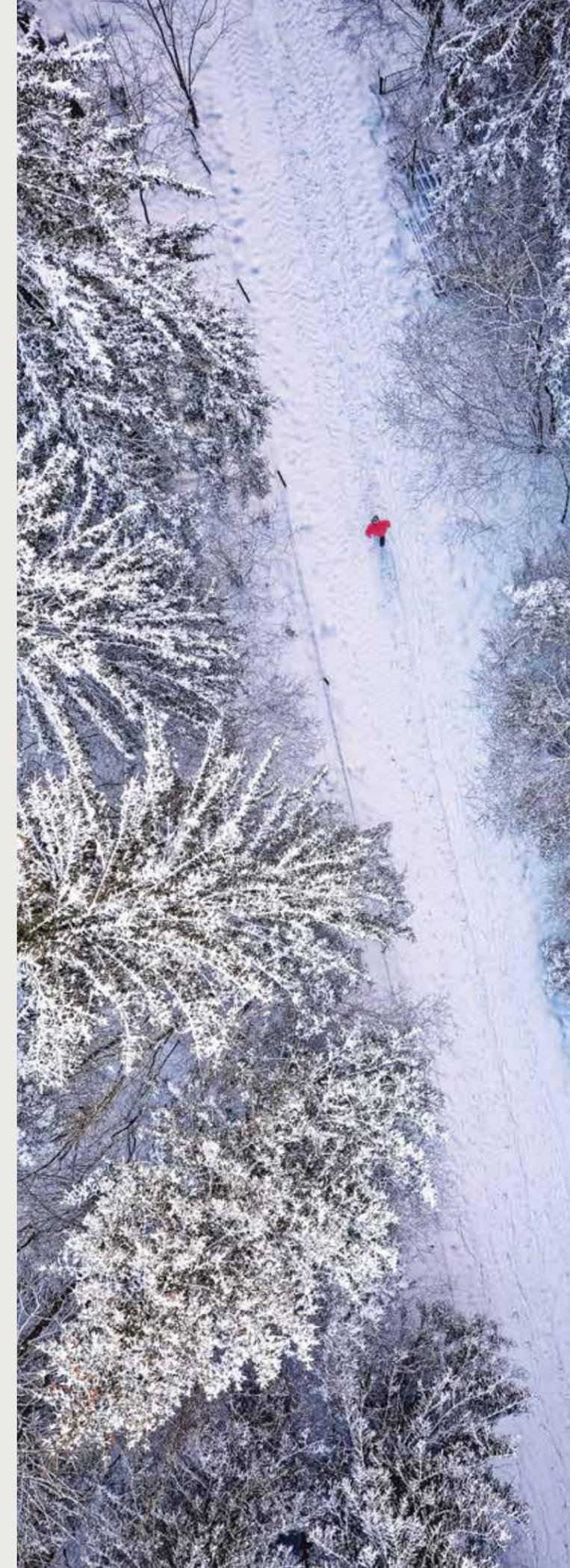
3.2.1. Description du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un tiers ne remplisse pas ses engagements dans les termes qui avaient été fixés. En conséquence, le risque porte non seulement sur les prêts et les titres mais aussi sur les garanties, engagements, dépôts interbancaires, les contrats de change à terme, de swaps, futures, options, etc.

La politique de la Banque en matière de risque de crédit est la suivante :

- L'établissement et le suivi des limites de contrepartie
- L'investissement dans des titres de haute qualité dans le cadre des investissements du portefeuille
- Une gestion prudente des crédits accordés. Préalablement à l'élaboration d'une proposition de crédit, les analyses suivantes sont effectuées :
 - Analyse de la situation du demandeur
 - Analyse de la couverture du nouvel engagement par une garantie en faveur de la Banque
 - L'évaluation du montant des encours déjà existants auprès de la Banque ainsi que la position en espèces probable du client
- La nécessité d'une approbation préalable du Comité des crédits pour tout engagement de prêts
- La mise en place d'un Comité de provisions destiné à effectuer le suivi des clients potentiellement défaillants et des comptes débiteurs.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.



3.2.2. Mesure de l'exposition au risque de crédit

La Banque calcule le risque de crédit afférent aux instruments dérivés conformément aux dispositions des circulaires émises par l'autorité de contrôle.

Le tableau ci-dessous indique le degré d'exposition de la Banque au risque de crédit en fonction des montants notionnels, du montant équivalent risque et de l'exposition nette au risque en tenant compte des sûretés éventuelles.

Risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	Montants notionnels	Montants exposés au risque	Garanties	Exposition nette au risque
Degré de solvabilité des contreparties (sur base de notations externes ou internes)	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)
Contrats sur taux d'intérêt	3.377.359.431	62.088.601	-	62.088.601
Contrats sur taux de change	680.727.027	8.290.006	6.885.396	1.404.610
Total	4.058.086.458	70.378.607	6.885.396	63.493.211

Risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier au 31 décembre 2020 :

(valeur comptable – en EUR)	Montants notionnels	Montants exposés au risque	Garanties	Exposition nette au risque
Degré de solvabilité des contreparties (sur base de notations externes ou internes)	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)
Contrats sur taux d'intérêt	3.227.173.109	54.884.187	-	54.884.187
Contrats sur taux de change	1.585.086.936	15.936.535	11.793.657	4.142.878
Total	4.812.260.045	70.820.722	11.793.657	59.027.065

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3.2.3. Concentration du risque de crédit

Les tableaux ci-dessous indiquent la concentration du risque de crédit par secteur géographique et par secteur économique.

Concentration géographique

Au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	ZONE GÉOGRAPHIQUE (PAR PAYS OU PAR ZONE)		
	Crédits et autres éléments de bilan*	Engagements et passifs éventuels**	Instruments dérivés hors marché boursier
UE	12.286.634.521	6.294.843.071	4.212.053.580
Suisse	511.434.017	18.176.514	83.251.234
Hors UE et hors Suisse	825.665.124	99.018.821	792.649.262
Total	13.623.733.662	6.412.038.406	5.087.954.076

* Il est à noter que le total comprend les avoirs et créances de la Banque ainsi que les obligations.

** Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées, pour un montant de EUR 13.494.351.

Au 31 décembre 2020 :

(valeur comptable – en EUR)	ZONE GÉOGRAPHIQUE (PAR PAYS OU PAR ZONE)		
	Crédits et autres éléments de bilan*	Engagements et passifs éventuels**	Instruments dérivés hors marché boursier
UE	5.644.264.244	1.105.701.917	5.070.659.352
Suisse	675.414.945	19.249.655	123.301.766
Hors UE et hors Suisse	847.872.136	94.837.205	930.568.999
Total	7.167.551.325	1.219.788.777	6.124.530.117

* Il est à noter que le total comprend les avoirs et créances de la Banque ainsi que les obligations.

** Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées, pour un montant de EUR 84.926.739.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Concentration par secteur économique

Au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	SECTEUR ÉCONOMIQUE		
	Crédits et autres éléments de bilan*	Engagements et passifs éventuels**	Instruments dérivés hors marché boursier
Établissements de crédit	9.969.077.386	105.429.128	4.213.043.824
Autres intermédiaires financiers	64.232.283	47.942.080	42.967.740
Holdings financiers	977.578.533	223.160.894	168.113.322
OPCVM	329.497.822	111.989.746	265.613.086
Autres	2.283.347.638	5.923.516.558	398.216.104
Total	13.623.733.662	6.412.038.406	5.087.954.076

* Il est à noter que le total comprend les avoirs et créances de la Banque ainsi que les obligations.

** Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées, pour un montant de EUR 13.494.351.

Au 31 décembre 2020 :

(valeur comptable – en EUR)	SECTEUR ÉCONOMIQUE		
	Crédits et autres éléments de bilan*	Engagements et passifs éventuels**	Instruments dérivés hors marché boursier
Établissements de crédit	4.527.730.874	317.807.339	4.459.564.325
Autres intermédiaires financiers	92.076.191	31.887.321	100.779.785
Holdings financiers	780.347.942	304.630.963	137.829.133
OPCVM	266.732.708	146.551.600	705.194.363
Autres	1.500.663.610	418.911.554	721.162.511
Total	7.167.551.325	1.219.788.777	6.124.530.117

* Il est à noter que le total comprend les avoirs et créances de la Banque ainsi que les obligations.

** Il est à noter que le total reprend des opérations de change au comptant différées, pour un montant de EUR 84.926.739.

Note 4 – Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux

Conformément aux exigences de la Banque Centrale Européenne, la Banque Centrale du Luxembourg a mis en place, depuis le 1 janvier 1999, un système de réserves obligatoires auquel sont soumis tous les établissements de crédit luxembourgeois.

Au 31 décembre 2021, le montant d'avoirs auprès des banques centrales, y compris la réserve obligatoire, s'élève à EUR 2.954.973.103 (2020 : EUR 1.803.478.245).

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Note 5 – Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe se répartissent comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	2021	2020
Titre du portefeuille de placement	15.236.250	139.802.068
Total	15.236.250	139.802.068

Au 31 décembre 2021, le poste « Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe » est composé uniquement de titres d'émetteurs publics achetés en relation avec la constitution d'un portefeuille HQLA (« High quality liquid assets ») afin de converger vers le respect du ratio LCR (« Liquidity coverage ratio »).

Le montant des titres arrivant à échéance en 2022 s'élève à EUR 15.236.250 (montant des titres arrivant à échéance en 2021 : EUR 124.565.818).

Note 6 – Données relatives aux valeurs mobilières, participations et parts dans des entreprises liées cotées et non cotées

Au 31 décembre 2021 et 2020, les titres du portefeuille HQLA et les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont cotés.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ne sont pas cotées.

Note 7 – Parts dans des entreprises liées

Au 31 décembre 2021, la liste des sociétés dans lesquelles la Banque détient au moins 20% du capital se présente comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	Siège	PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES			
		Valeur nette comptable	Quote-part de capital détenu	Capitaux propres en devises ³	Résultat en devise
Immobilier Comète S.à.r.l. ^b	Luxembourg	1.490.497	100,00%	2.110.439 ¹	198.178
The Investors House S.A. ^b	Luxembourg	746	100,00%	1.430.759 ¹	136.967
Immobilier Sirius S.A. ^b	Luxembourg	13.174.593	100,00%	5.451.993 ¹	537.521
CAHub@Luxembourg S.A.	Luxembourg	-	20,00%	(759.353) ⁴	(319.719)
Financière Lumis	France	351.521.129	100,00%	409.154.853 ¹	(2.204.567)
S.G.A. Services S.A.	Luxembourg	22.076	100,00%	50.635 ¹	7.966
BPH Finance S.A.	Luxembourg	206.772	100,00%	207.821 ¹	1.048
Apeiron Advisors S.A.R.L. ^a	Luxembourg	12.500	100,00%	(10.156) ²	(3.819)
Apeiron Investment S.A.R.L.	Luxembourg	28.882	96,00%	30.086 ⁴	-
FMS Services S.A.	Luxembourg	27.267	100,00%	36.309 ¹	9.043
CA Fiduciaria	Italie	1.221.123	93,49%	2.010.493 ¹	(287.819)

¹ Sur base de la situation non audité au 31 décembre 2021.

² Sur base de la situation non audité au 31 décembre 2020.

³ Y inclus le résultat de l'exercice.

⁴ Sur base de la situation audité au 31 décembre 2020.

^a De l'avis du Conseil d'Administration de la Banque, les dépréciations éventuelles sur ces parts dans des entreprises liées au 31 décembre 2021 ne présentent pas un caractère durable. Par conséquent, aucune correction de valeur n'a été enregistrée sur ces parts dans des entreprises liées au 31 décembre 2021.

^b Aucune correction de valeur n'a été actée sur ces entités dans la mesure où les immeubles détenus par Immobilier Sirius S.A., The Investors House S.A et Immobilier Comète S.à.r.l sont maintenus aux coûts d'acquisition, conformément aux principes comptables luxembourgeois, qui sont sensiblement inférieurs aux valeurs de marché estimées.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Note 8 – Immobilisations financières

Les mouvements des immobilisations financières au cours de l'exercice peuvent être résumés comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	Participations	Parts dans des entreprises liées	Total des immobilisations financières
Valeur brute au 1 janvier 2021	45.209	549.235.328	549.280.537
Entrées/conversion	-	527.220	527.220
Sorties/conversion*	-	(100.486.202)	(100.486.202)
Valeur brute au 31 décembre 2021	45.209	449.276.346	449.321.555
Corrections de valeur cumulées au 31 décembre 2021	(4.144)	(77.111.037)	(77.115.181)
Valeur nette au 31 décembre 2021	41.065	372.165.309	372.206.374

* Sortie de la participation dans la filiale CA Indosuez Wealth (Italy) S.p.A suite à sa succursalisation en CA Indosuez Wealth (Europe), Italy Branch (cf note 1).

Note 9 – Actifs incorporels

Les mouvements des autres actifs incorporels peuvent être résumés comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	Softwares 2021	Softwares 2020
Valeur brute au 1 janvier	9.324.410	7.295.396
Entrées	9.250.637	2.029.014
Sorties	-	-
Valeur brute au 31 décembre	18.575.047	9.324.410
Corrections de valeur cumulées au 31 décembre	(6.770.186)	(5.836.954)
Valeur nette au 31 décembre	11.804.861	3.487.456

Aux 31 décembre 2021 et 2020, la valeur nette du poste « Fonds de commerce » présente un solde nul.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Note 10 – Actifs corporels

Les mouvements des actifs corporels peuvent être résumés comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres installations, outillage et mobilier	Total actifs corporels 2021	Total actifs corporels 2020
Valeur brute au 1 janvier	18.165.702	23.061.249	7.393.666	48.620.617	47.056.307
Entrées	4.239.688	5.026.546	554.705	9.820.939	1.828.941
Sorties	-	-	-	-	(264.631)
Valeur brute au 31 décembre	22.405.390	28.087.795	7.948.371	58.441.556	48.620.617
Corrections de valeur cumulées au 31 décembre	(17.288.148)	(25.623.641)	(6.363.793)	(49.275.582)	(41.240.393)
Valeur nette au 31 décembre	5.117.242	2.464.154	1.584.578	9.165.974	7.380.224

La valeur nette des terrains et constructions utilisés dans le cadre de l'activité propre représente un montant de EUR 2.073.502 (2020 : EUR 2.073.502).

Note 11 – Autres actifs

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	2021	2020
Créances sur l'Administration des Contributions et TVA	30.620.675	9.927.132
Investissements du plan de pension	424.638	445.821
Escrow accounts*	3.563.251	4.764.015
Créance fiscale CAIWI **	42.394.804	-
Autres actifs	840.302	2.005.937
	77.843.670	17.142.905

* en vertu des mécanismes prévus dans le « Sale and Purchase Agreement » conclu entre la Banque et les anciens actionnaires de Banca Leonardo, une créance de EUR 2,8 millions est reconnue dans les comptes de la Banque au 31 décembre 2021 correspondant à la quote-part des Escrow accounts que la Banque estime pouvoir récupérer.

** Il s'agit d'un crédit d'impôt issu de l'opération de succursalisation de la filiale italienne CAIW Italy SPA, relatif à un régime fiscal italien de 2011 (« affranchimento ») et faisant l'objet d'un rescrit fiscal des autorités fiscales italiennes. Le crédit d'impôt est imputable contre différentes rubriques d'impôt, de taxes et retenues à la source suivant un calendrier prédéterminé.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Note 12 – Créances sur et dettes envers des entreprises liées

Actifs	2021 EUR	2020 EUR
Créances sur les établissements de crédit*	6.752.240.269	2.446.724.903
Créances sur la clientèle	13.506.223	4.733.760
	6.765.746.492	2.451.458.663

* Avant affectation de la provision forfaitaire.

La CSSF a communiqué à la Banque qu'elle renonçait à prendre en considération, pour les besoins du calcul de limites des grands risques, les risques pris par la Banque à l'égard des entités de son groupe d'appartenance comme prévu par la réglementation en vigueur.

Passifs	2021 EUR	2020 EUR
Dettes envers des établissements de crédit	1.203.479.482	614.969.898
Dettes envers la clientèle	473.266.498	361.786.048
	1.676.745.980	976.755.946

Note 13 – Actifs et passifs libellés en devises étrangères

Au 31 décembre 2021, la contrevaletur en euro des actifs et passifs libellés en devises étrangères s'élève respectivement à EUR 1.601.204.577 (2020 : EUR 1.949.998.062) et à EUR 1.604.209.324 (2020 : EUR 1.952.708.292).

Note 14 – Autres passifs

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	2021	2020
Fonds de pension en faveur du personnel	5.711.760	6.030.563
Créanciers divers	10.246.802	8.177.415
Créanciers privilégiés	15.947.940	8.030.856
Valeurs à payer à court terme	298.635	217.219
	32.205.137	22.456.053

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Note 15 – Autres provisions

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	Notes	2021	2020
Provision FGDL/FRL/FRU/AGDL	15.1	5.865.517	9.834.684
Provision pour frais de personnel		19.872.581	12.608.747
Provisions pour frais généraux		21.164.649	9.800.671
Provisions pour risques déterminés		5.465.747	1.796.611
		52.368.494	34.040.713

15.1 GARANTIE DES DÉPÔTS ET FONDS DE RÉOLUTION

La loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi »), transposant en droit luxembourgeois la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit ainsi que la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs a été votée en date du 18 décembre 2015.

Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs en vigueur jusque-là, mis en oeuvre par l'Association pour le Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL), a été remplacé par un nouveau système contributif de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs. Le nouveau système garantit l'ensemble des dépôts éligibles d'un même déposant jusqu'à concurrence d'un montant de EUR 100.000, les investissements jusqu'à concurrence d'un montant de EUR 20.000. La Loi prévoit en outre que les dépôts résultant de transactions spécifiques ou remplissant un objectif social ou encore liés à des événements particuliers de la vie sont protégés au-delà de EUR 100.000 pour une période de 12 mois.

Les provisions constituées dans les comptes annuels au fil des années pour être en mesure de respecter, le cas échéant, les obligations des banques vis-à-vis de l'AGDL sont utilisées au fur et à mesure de leur contribution au Fonds de résolution Unique (FRU), respectivement lors de la constitution du nouveau Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FGDL).

Le montant des moyens financiers du FRU devra atteindre, d'ici le début de l'année 2024, au moins 1% des dépôts garantis, tels que définis à l'article 1er alinéa 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les Etats membres participants. Ce montant sera collecté auprès des établissements de crédit par des contributions annuelles au cours des exercices 2016 à 2023.

Le niveau cible des moyens financiers du FGDL est fixé à 0,8% des dépôts garantis, tels que définis à l'article 153 alinéa 8 de la Loi, des établissements adhérents et devra être atteint d'ici la fin de l'année 2018. Les contributions seront à verser annuellement entre 2016 et 2018. Depuis l'exercice 2019, un montant constituant une réserve supplémentaire est demandé par le FGDL a été payée en prévision de ces contributions, contre utilisation de la provision AGDL existante.

Lorsque le niveau de 0,8% sera atteint, les établissements de crédit luxembourgeois continueront de contribuer pendant 8 ans supplémentaires de sorte à constituer un coussin de sécurité supplémentaire de 0,8% des dépôts garantis tels que définis à l'article 153 alinéa 8 de la Loi.

Au 31 décembre 2021, la provision FGDL/FRU s'élève à EUR 5.865.517 (2020 : EUR 9.834.684). Le montant payé en 2021 au titre du FRU et du FGDL s'élèvent respectivement à EUR 3.547.810 (2020 : EUR 3.270.382) et à EUR 421.357 (2020 : EUR 295.887).

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Note 16 – Postes spéciaux avec une quote-part de réserves

Ce poste est constitué des plus-values de réinvestissement réalisées suite à la cession de deux participations en 2000 et 2001 et à la vente d'un appartement en juillet 2009. Il s'élève au 31 décembre 2021 à EUR 2.075.356 (2020 : EUR 2.075.356) suivant l'application des articles 53 et 54 de la Loi concernant l'impôt sur les revenus.

Note 17 – Capital social

Au 31 décembre 2021, le capital souscrit de la Banque s'élève à EUR 415.000.000 (2020 : EUR 415.000.000) et est représenté par 195.480 (2020 : 195.480) actions sans désignation de valeur nominale, toutes intégralement libérées.

Au 31 décembre 2007, le capital souscrit de la Banque s'élevait à EUR 84.200.000. Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 janvier 2008, il a été décidé d'augmenter le capital social de la Banque de EUR 458,8 millions, pour le porter à la somme de EUR 543 millions par émission de 165.168 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale. La société CACIB S.A. a souscrit les 165.168 actions nouvelles, qui sont entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 novembre 2008 a procédé à une diminution du capital social de EUR 78 millions pour le ramener à EUR 465 millions par la réduction de la valeur comptable des actions. Cette opération avait pour but de permettre l'amortissement en une seule fois du goodwill dégagé suite à la fusion avec CALB d'un montant de EUR 105,7 millions.

La CSSF a en effet autorisé la Banque à amortir le goodwill CALB en une seule fois par le biais d'une réduction de capital de EUR 78 millions, l'élimination de la prime d'émission de EUR 27,2 millions et la diminution des autres réserves pour EUR 0,5 million.

Le 3 novembre 2011, la Banque est devenue une filiale de Crédit Agricole Private Banking par apport des 195.480 actions constituant le capital social de la Banque détenues par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, une banque de droit français.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juillet 2014, il a été décidé de diminuer le capital social de la Banque de EUR 50 millions, pour le porter à la somme de EUR 415 millions par réduction de la valeur comptable des 195.480 actions et remboursement à l'actionnaire unique.

Au 31 décembre 2007, le capital autorisé de la Banque s'élevait à EUR 123.000.000. Lors de l'Assemblée Générale du 21 novembre 2008, la Banque a décidé de supprimer le capital autorisé.

Note 18 – Réserves

Elles incluent principalement :

18.1 RÉSERVE LÉGALE

Conformément à la Loi luxembourgeoise, la Banque doit annuellement affecter à la réserve légale un montant équivalent à au moins 5 % du bénéfice net de l'exercice jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10% du capital souscrit. La distribution de la réserve légale n'est pas permise. Au 31 décembre 2021, celle-ci s'élève à EUR 30.987.784 (2020 : EUR 30.987.784).

18.2 RÉSERVE D'IMPÔT SUR LA FORTUNE

Afin de se conformer à la législation fiscale en vigueur, la Banque a décidé d'affecter en réserves indisponibles (poste « Réserve spéciale ») un montant correspondant à cinq fois le montant de l'impôt sur la fortune (« IF ») réduit. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années. Au 31 décembre 2021, celle-ci s'élève à EUR 7.320.800 (2020: EUR 14.968.800).

L'évolution de la réserve d'impôt sur la fortune s'explique comme suit :

	EUR
Réserve spéciale pour l'IF au 1 janvier 2021	14.968.800
Libération de la réserve IF 2015	(7.648.000)
	7.320.800

Note 19 – Capitaux propres

La variation des capitaux propres de la Banque s'analyse comme suit :

(valeur comptable – en EUR)	SITUATION AU 1 JANVIER 2021			
	Capital souscrit	Réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice
Situation au 1 janvier 2021	415.000.000	45.956.584	5.788.733	(14.383.995)
Affectation du résultat de l'exercice 2020 *	-	-	(14.383.995)	14.383.995
Variation de la réserve spéciale	-	(7.648.000)	7.648.000	-
Résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2021	-	-	-	(6.190.992)
Situation au 31 décembre 2021	415.000.000	38.308.584	(947.262)	6.190.992

* Selon la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2021.

Note 20 – Passifs éventuels et engagements

20.1 PASSIFS ÉVENTUELS

Aux 31 décembre 2021 et 2020, la Banque est engagée dans les opérations de hors-bilan suivantes :

(valeur comptable – en EUR)	2021	2020
Garantie et autres substituts directs de crédit		
– à l'égard d'entreprises liées	20.000	4.626.080
– à l'égard d'autres tiers	96.791.511	136.374.928
	96.811.511	141.001.008

20.2 ENGAGEMENTS

Aux 31 décembre 2021 et 2020, la Banque est engagée dans les types d'opérations suivants :

(valeur comptable – en EUR)	Notes	2021	2020
Achats à terme d'actifs			
– à l'égard d'autres tiers		16.359.210	10.990.239
Ventes à terme d'actifs			
– à l'égard d'autres tiers		13.494.351	84.926.739
Crédits et autres lignes confirmés non utilisés			
– à l'égard d'entreprises liées		23.605.645	141.546.460
– à l'égard d'autres tiers		843.558.841	884.703.319
Autres engagements			
– à l'égard d'entreprises liées (voir note 3)	3	5.431.696.865	41.541.274
– à l'égard d'autres tiers*		6.334	6.477
		6.328.721.246	1.163.714.508

* Au 31 décembre 2021, les créances sur entreprises liées ont fait l'objet d'un nantissement envers des tiers à hauteur de EUR 6.334 afin de garantir les obligations de la Banque vis-à-vis de ces tiers, cette créance se trouvait initialement dans les comptes de CA Indosuez Wealth (Global Structuring), entité absorbée par la Banque en 2016 (2020 : EUR 6.477).

Note 21 – Services de gestion et de représentation

La Banque fournit à des tiers des services de gestion et de représentation dans les domaines suivants :

- Gestion et conseil en gestion de patrimoine
- Conservation et administration de valeurs mobilières
- Location de coffres
- Représentation fiduciaire.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Note 22 – Compte de profits et pertes

22.1 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	2021	2020
Frais pour prestations de services	1.162.056	1.298.360
Dotations aux autres provisions	1.932.006	1.716.586
Autres charges	567.334	1.074.023
	3.661.396	4.088.969

Au 31 décembre 2021, le poste « Dotations aux autres provisions » comprend uniquement la constitution de provisions pour risques déterminés pour EUR 1.932.006 (2020 : EUR 1.716.586).

Au 31 décembre 2021, le poste « Autres charges » est composé essentiellement du coût lié aux erreurs opérationnelles pour EUR 550.224 (2020 : EUR 1.067.494).

22.2 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Ce poste se compose des éléments suivants :

(valeur comptable – en EUR)	Notes	2021	2020
Boni de liquidation de parts dans des entreprises liées		-	112.238
Produits de prestations de services		10.275.644	10.793.222
Récupération d'impôt de succursales étrangères		289.992	-
Reprises de provisions		2.764.955	2.859.097
Escrow accounts	11	1.453.539	147.366
Autres produits		109.469	120.092
		14.893.599	14.032.015

22.3 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La Banque est soumise à l'impôt sur le Revenu des Collectivités (« IRC ») et à l'impôt Commercial Communal (« ICC ») ainsi que l'impôt sur la Fortune (« IF »). Depuis le 1 janvier 2003 et jusqu'à la date de fusion par absorption, la Banque était imposée dans le cadre d'une consolidation fiscale comprenant elle-même et sa filiale CA Indosuez Wealth (Global Structuring).

La Banque a été imposée définitivement au titre de l'IRC et de l'ICC jusqu'en 2018.

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Note 23 – Données relatives au personnel et aux dirigeants

23.1 PERSONNEL EMPLOYÉ AU COURS DE L'EXERCICE

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours des exercices 2020 et 2021 s'est élevé à :

Catégories	2021	2020
Direction	24	24
Personnel d'encadrement	139	97
Employés	462	365
Total	625	486

Le nombre de personnes employées comprend le personnel de la Banque et de ses succursales.

23.2 RÉMUNÉRATIONS, ENGAGEMENTS DE PENSIONS, CRÉDITS ET AVANCES ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES DIRIGEANTS

Ils peuvent se résumer comme suit au 31 décembre 2021 :

(valeur comptable – en EUR)	Rémunérations	Engagements de pension	Crédits et avances
Organes de direction	7.613.098	389.985	502.900

Ils peuvent se résumer comme suit au 31 décembre 2020 :

(valeur comptable – en EUR)	Rémunérations	Engagements de pension	Crédits et avances
Organes de direction	7.305.958	379.845	2.900

23.3 PENSIONS

La Banque possède un système de pension complémentaire par lequel elle est engagée vis-à-vis de ses salariés. Cet engagement fait par ailleurs l'objet d'une réassurance qui couvre une partie de l'engagement.

Le montant du fonds de pension figure dans les autres passifs. Le montant de la réserve de la réassurance figure dans les autres actifs.

Le coût des pensions relatives aux membres des organes de direction pour l'exercice 2021 est de EUR 389.985 (2020 : EUR 379.845).

Note 24 – Honoraires du contrôleur légal des comptes

Les honoraires relatifs aux prestations du contrôleur légal des comptes annuels, Ernst & Young S.A., sont les suivants (hors TVA) :

(valeur comptable – en EUR)	2021	2020
Contrôle légal des comptes annuels	172.303	168.100
Autres services d'assurance	74.686	55.401
Services de conseil fiscal	-	-
Autres services	-	-
	246.989	223.501

Aux 31 décembre 2021 et 2020, Ernst & Young S.A. n'a pas fourni de services autres que d'audit aux filiales de la Banque.

Note 25 – Evénement subséquent

En février 2022, un certain nombre de pays (dont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'UE) ont imposé de nouvelles sanctions contre certaines entités (dont des institutions financières) et des individus en Russie à la suite de la reconnaissance officielle de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk par la Fédération Russe.

Des sanctions supplémentaires ont été prises à la suite des opérations militaires lancées par la Russie le 24 février 2022 contre l'Ukraine, notamment la restriction de l'accès des banques russes déjà sanctionnées au système de paiement international SWIFT.

De telles sanctions peuvent affecter non seulement les entités et individus sanctionnés, y compris les entités sous leur contrôle, mais également les contreparties commerciales de ces entités sanctionnées.

Les résultats des sanctions et l'instabilité géopolitique ont créé une volatilité importante sur les marchés financiers, susceptible d'avoir un impact négatif sur les économies mondiales et d'accroître l'instabilité sur les marchés.

Le conseil d'administration a effectué une analyse de l'exposition potentielle de la Banque à ce qui précède.

Le conseil d'administration considère ces événements comme des événements sans ajustement après la période de reporting. À la date du présent rapport, la Banque, y compris sa continuité d'exploitation, n'est pas touchée (directement ou indirectement) par ce qui précède et la situation, y compris l'incidence possible de l'évolution des conditions micro et macroéconomiques, continuera d'être surveillée.



NOS IMPLANTATIONS *actives*

SIÈGE SOCIAL

Luxembourg

39, allée Scheffer
2520 Luxembourg
Tél. + 352 24 67 1

SUCCURSALES

Belgique

Chaussée de la Hulpe 120
1000 Bruxelles
Tél. + 32 (0)2 566 92 00

Godefriduskaai, 18 Bus 32
2000 Anvers
Tél. + 32 (0)3 233 11 70

Kortrijksesteenweg 62
9830 Sint Martens Latem
Tél. + 32(0)468 48 58 87

Espagne

Gran Vía 42 - 2º Dcha
48011 Bilbao
Tél. + 34 94 423 08 86

Paseo de la Castellana 1
28046 Madrid
Tél. + 34 91 310 99 10

Calle Getaria 2, Ppal. Izq.
20005 San Sebastián
Tél. + 34 943 43 02 07

c/ San Fernando 27 - 2º Planta
41004 Sevilla
Tél. + 34 95 429 19 66

Don Juan de Austria 32 - 3º
46002 Valencia
Tél. + 34 96 351 88 80

Italie

Piazza Cavour 2
20121 Milano
Tél. +39 02 72206.1

Via E. Filiberto di Savoia, 3
35137 Padova
Tél. +39 049 7841201

Via Jacopo Peri, 1
00198 Roma
Tél. +39 06 6976 1901

Via Papacino, 1 bis
10121 Torino
Tél. +39 011 23025.1

Le Rapport annuel est publié
en français et en anglais.

En cas de divergence entre
les deux versions, la version
originale française fait foi.

Conception : Profil Design

Réalisation :

La Manufacture

www.tetris.lu

© Visuels : Profil Design / Shutterstock

